



RAPPORT D'ACTIVITE 2008

SOMMAIRE

2008, ANNEE ALARMANTE OU PREMISES D'UN CYCLE VERTUEUX DE CHANGEMENTS ?	5
L'ESSENTIEL 2008	6
ECONOMIE D'ENERGIE ET EFFICACITE ENERGETIQUE (4E)	9
AFGHANISTAN	10
Efficacité Energétique dans l'habitat tertiaire en Afghanistan.....	10
Etude de faisabilité de la promotion des économies d'énergie et de la diffusion à grande échelle de l'architecture solaire dans l'habitat domestique	11
Réhabilitation énergétique dans l'habitat et développement d'activités artisanales familiales.....	12
CAMBODGE	13
Diffusion de foyers améliorés de cuisson domestique	13
Amélioration des procédés de fabrication artisanale du sucre de palme	14
Audits énergétiques dans le secteur tertiaire au Cambodge.....	16
FRANCE	16
Les Espaces Info>Energie.....	16
L'Espace Info>Energie Marseille Provence.....	17
L'Espace Info>Energie du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.....	17
FinSH : Financial and Support Instruments for fuel poverty in Social Housing.....	18
« Vers 100 exploitations et coopératives agricoles exemplaires » en PACA.....	20
INDU KUSH HIMALAYA	21
Efficacité Energétique et bioclimatisme dans l'habitat domestique au Ladakh (Inde)	21
Expertise en matière d'architecture bioclimatique au Tibet (Chine)	22
Assistance technique « Energie-Habitat » au Tadjikistan.....	23
MAROC	24
Développement d'équipements « bois-énergie » performants au Maroc.....	24
Micro diffusion de fours à pain à gaz améliorés en milieu rural	25
Maîtrise de la demande en énergie et en eau des ménages urbains à Larache	26
Soutien à la programmation énergétique nationale	28
SERVICE ENERGETIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL (SEDEL)	29
BENIN	30
Programme PARIER : Productions Alimentaires et Renforcement des Initiatives Economiques Rurales	30
Programme SETUP : Services Energétiques et Techniques à Usages Productifs au Bénin.....	31
INDE	32
Développement d'activités agricoles dans l'Himalaya Indien occidental.....	32
Développement d'activités artisanales dans l'Himalaya Indien occidental	33
MALI	34
Etude pour le développement de services énergétiques dans la zone cotonnière de Koutiala	34
NIGER	35
Mécanisation de l'égrainage du mil au Niger.....	35
FILIERE ENERGIE PROPRE (FEP)	37
AFRIQUE DE L'OUEST	38
Les projets de développement des agrocarburants locaux au Bénin et au Mali	38
CAMBODGE	40
Filières durables biomasse énergie au Cambodge	40

FRANCE.....	41
Petite Hydroélectricité et Environnement en région Provence Alpes Côte d'Azur (PHÉE)	41
INDE	42
Electrification par micro-hydraulique au Ladakh.....	42
GESTION DES DECHETS ET DES SOUS-PRODUITS D'ACTIVITE HUMAINE (GED)	44
CAMBODGE	45
Valorisation énergétique de déchets combustibles au Cambodge	45
FRANCE.....	46
Animation de la filière compostage en PACA.....	46
Promotion du compostage individuel dans les Bouches du Rhône.....	46
Diagnostic déchets dans les collèges Bouches du Rhône	48
Développement d'outils pédagogiques sur le compostage	48
FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CC)	50
INTERNATIONAL	51
Participation à la conférence de Poznań	51
Accompagnement des ONG en Asie face aux Changements Climatiques	52
CAMBODGE	53
Sensibilisation aux impacts du changement climatique	53
FRANCE.....	54
Sensibilisation aux impacts du changement climatique	54
INDE	55
Adaptation aux changements climatiques au Ladakh	55
AUTRES.....	56
BURKINA FASO	56
PHAVA : Pharmacopée Valorisée.....	56
PUBLICATIONS	57
Guide de bonnes pratiques « Climat, Energie, Développement ».....	57
LES FEMMES ET LES HOMMES DU GERES.....	59
Le CA et le bureau	59
Organigramme fonctionnel.....	60
RAPPORT FINANCIER.....	61
Analyse	61
Bilan au 31 décembre 2008	62
Compte de résultat de l'exercice 2008.....	63
Compte d'emploi des ressources.....	65
Répartition des ressources par pays.....	66
Répartition des ressources par pôle d'activité.....	66
Evolution par type d'activité.....	67
Evolution par zone géographique.....	67
Origine des ressources	67
PERSPECTIVES 2009	68
Budget Prévisionnel d'activité 2009.....	69
Index des partenaires	72
Index des pays.....	75

2008, ANNEE ALARMANTE OU PREMISES D'UN CYCLE VERTUEUX DE CHANGEMENTS ?

Juillet 2008 : augmentation des prix des denrées alimentaires de base et émeutes de la faim dans plusieurs pays africains. Septembre 2008 : début des impacts économiques de la crise financière dans les pays riches mais plus encore dans les pays pauvres. Décembre 2008 : aucun engagement fort pris pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre après 2012 (échéance des engagements du Protocole de Kyoto) lors de la conférence sur le changement climatique à Poznań.

Seule « bonne nouvelle » à ce tableau noir, nous annonce t'on dans les médias : le prix du pétrole baisse, et la consommation d'électricité diminue dans tous les pays... Quelle bonne nouvelle, assurément. Mais ces effets directs de la crise ne sont en rien un signe de changement de nos habitudes ou de prise en compte de la sobriété énergétique à l'échelle internationale !

Ces évènements illustrent clairement l'importance des enjeux sur lesquels le GERES intervient depuis sa création en 1976. Leur amplification nous confronte à de nombreux défis :

- Quelles sont les meilleures, ou les moins mauvaises, réponses pour privilégier un développement économique maîtrisé et peu consommateur d'énergie, face à l'inévitable augmentation des prix de l'énergie et des faibles capacités des états du Sud à investir dans l'efficacité énergétique ?
- Comment agit-on sur les impacts du changement climatique face aux lenteurs des prises de décision internationale ?
- Les conditions de vie des populations dans les pays pauvres, mais aussi en France (où la précarité énergétique s'accroît) se dégradent. Quels moyens d'action le GERES se donne-t-il pour contribuer plus qu'aujourd'hui à leur amélioration, alors que l'aide au développement et les investissements pour l'intelligence énergétique diminuent ? Car ces derniers figurent maintenant au premier rang des « victimes » directes de la crise.

Si les interventions du GERES restent modestes, son action est clairement orientée ces dernières années vers des programmes ayant une portée de plus en plus large et bénéficiant au plus grand nombre, populations et acteurs intermédiaires : plus d'une centaine de partenaires en 2008, des centaines de milliers de familles ayant réduit leurs dépenses en énergie et amélioré la qualité de l'air dans leur maison, 300 000 m² de bâtiments construits ou rénovés selon les principes d'architecture bioclimatique... Pour atteindre de tels résultats l'association se dote de moyens en conséquence : nos budgets ont doublé en 3 ans et 134 collaborateurs dans 9 pays agissent en permanence sur le terrain.

Les enjeux globaux représentent aussi des défis quotidiens. Les complexités de fonctionnement, principalement liées à l'accroissement de nos équipes et à la multiplication des contraintes, nous conduisent périodiquement à prendre un temps de recul pour réfléchir à nos valeurs et poser de nouvelles bases reflétant mieux la réalité de nos évolutions. C'est ainsi qu'un vaste chantier, stimulant et dynamisant, lancé en 2008 a connu son premier temps fort pendant un séminaire de fin d'année (du 16 au 19 décembre 2008), qui a rassemblé 50 collaborateurs du GERES, les expatriés compris. Ce nouvel élan a été globalement très bien vécu. Ses retombées sont d'ores et déjà positives. Il nous aidera à amplifier encore notre engagement.

Que tous ceux et celles qui nous accompagnent et nous soutiennent tout au long de l'année soient ici remerciés.

Thierry Cabirol, Président du GERES
Alain Guinebault, Délégué Général

L'ESSENTIEL 2008

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'équipe de GERES France mène une dizaine de projets, dont un nouveau en 2008.

Dans le cadre du programme AGIR « 100 exploitations et coopératives agricoles exemplaires » porté par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le GERES apporte son expertise technique en matière de maîtrise de l'énergie et de gestion des déchets à deux organisations professionnelles agricoles.

Les deux Espaces Info>Energie pilotés par le GERES, sur un territoire de plus d'un million d'habitants, ont accompagné 2 950 personnes par des conseils techniques personnalisés pour la réalisation de travaux d'économie d'énergie. Les actions d'information et de sensibilisation ont permis de toucher plus de 27 000 personnes.

Espaces Infos-Energie

- **2 950** conseils individuels et personnalisés.
- **27 000** personnes informées et sensibilisées aux économies d'énergie.

Au Sud, le GERES porte des programmes de développement et mène des actions dans 8 pays en Asie et en Afrique.

Au Cambodge, 590 707 foyers améliorés de cuissons ont été fabriqués et commercialisés depuis 2002 par des micro-entreprises locales dans le cadre du programme d'économie de bois de feu porté par le GERES. Un foyer amélioré réduit les consommations d'énergie de près de 25% en comparaison avec les foyers traditionnels. Ainsi, de 2003 à 2007, plusieurs milliers d'hectares de forêts ont été sauvegardés et 320 000 tonnes équivalent CO₂ ont pu être évitées. Outre la diffusion de foyers efficaces, le programme intègre des actions sur la valorisation énergétique des déchets agricoles et le développement d'une agroforesterie durable.

- En mai 2008 à Bruxelles, le GERES a reçu, pour ses activités menées au Cambodge depuis plus de 10 ans, un « **National Energy Globe Award** », délivré par la fondation Energy Globe sous l'égide de la Commission européenne.



« Honorary Energy Globe Award » décerné au GERES, le 26 mai 2008 à Bruxelles.
De gauche à droite : M. Iwan Baskoro (directeur GERES Cambodia), M. Tun Lean (Directeur de l'Energie au Ministère cambodgien de l'Industrie, des Mines et de l'Energie) et M. Minh Lequan (Chargé de Mission GERES, unité Changements Climatiques).

En Asie du Sud-est, la construction de la plateforme CSA (Carbone Solidarité Asie) se poursuit avec le renforcement d'une alliance internationale des porteurs de projets de la région. Les objectifs de mutualisation des moyens, les expertises et l'accès au marché du Carbone se mettent en place et se structurent pour le bien commun.

- Carbone Solidarité Asie rassemble **10 ONG et éco-entreprises asiatiques** et **2 ONG internationales de développement**.

En Afghanistan, plus de 250 chantiers d'isolation (écoles, dispensaires, hôpitaux, centres de formation) sont achevés, avec la participation du secteur privé, des autorités afghanes et d'autres ONG. Outre les économies d'énergie, les conditions d'exercice dans ces bâtiments s'en trouvent fortement améliorées par une augmentation de la température intérieure.

- **160 000 m²** de construction bioclimatique ou de rénovation thermique dans les écoles et centres de santé.
- **1 000 entrepreneurs et décideurs** formés à l'efficacité énergétique.

En Inde, dans les régions himalayennes, l'introduction de techniques solaires passives en milieu rural, pour l'agriculture et l'habitat, a contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations. En 2008 démarre un nouveau programme de construction de 1000 bâtiments solaires passifs améliorant le confort thermique dans l'habitat domestique et permettant aux populations de développer de nouvelles activités génératrices de revenus.

- **600 familles** utilisent des serres solaires améliorées afin de récolter des légumes en hiver.
- **30% d'augmentation des revenus** en moyenne pour ces familles bénéficiaires du programme.
- **55 maisons solaires** passives construites en 2008.

Au Bénin, après 18 mois de collaboration sur le territoire de la région Centre avec l'ONG locale Allowanou Tognon, GERES Bénin entre dans une phase opérationnelle pour mieux valoriser les productions agricoles de la région et améliorer les activités post-récolte. Une dizaine d'actions ont été mises en place au cours de l'année 2008 afin d'installer 20 unités mécanisées de transformation.

Au Niger, le travail de recherche-action pour développer une égraineuse mécanique de mil continue. Cette opération répond à un double objectif : réduire sensiblement la pénibilité du travail des femmes et améliorer la qualité de cette céréale locale, notamment au moment où les populations africaines se trouvent de nouveau fragilisées par l'augmentation du prix des produits alimentaires de base sur les marchés internationaux.

Au Mali et au Bénin, un diagnostic a été mené sur la pertinence de développer ou non la production d'agrocultures dans des zones rurales enclavées et privées d'un accès à l'énergie collective. Il démontre un besoin vital à l'échelle locale, dans un cadre strictement défini par une filière de proximité. Dans ces deux pays, des essais ont été menés sur 352 ha en 2008.

Au Burkina Faso, le programme Phava (Pharmacopée Valorisée) accompagne les tradipraticiens pour la promotion des médecines à base de plantes et la gestion durable de la pharmacopée locale. Le projet se poursuit en 2008 par des ateliers de formation aux bonnes pratiques de récolte et de fabrication des médicaments traditionnels, et par un travail spécifique abordant la problématique « pharmacopée et VIH ».

Au Maroc, les travaux de recherche appliquée ont abouti à la conception d'un modèle de cuisinière à bois performante. Des tests ont permis de valider les solutions techniques de construction et d'établir les caractéristiques thermiques de l'équipement à très haute performance énergétique adaptée au monde rural. Un modèle de four à pain à gaz émettant 5 fois moins de CO₂ qu'un four à

bois traditionnel a également été conçu. Le modèle validé est maintenant fabriqué par une entreprise marocaine.

Les enjeux de la compensation volontaire des émissions de gaz à effet de serre

En lançant, dès 2004, la première opération de compensation volontaire des émissions de gaz à effet de serre en France, le GERES a innové. Le programme CO₂Solidaire est un outil de sensibilisation qui a pour singularité d'aborder la compensation volontaire par une approche intégrée de la Solidarité climatique :

- au Nord, sensibiliser le plus grand nombre et accompagner les acteurs économiques vers une réduction des émissions de gaz à effet de serre à la source ;
- au Sud, assurer la promotion et le cofinancement des programmes de développement économes en CO₂, avec le souci d'améliorer durablement les conditions de vie des populations locales.

CO₂Solidaire

32 entreprises partenaires et plus d'**un millier de donateurs** individuels.

Près de **10 000 tonnes équivalent CO₂** évitées en 2008.

Le GERES compte **134 collaborateurs de 13 nationalités différentes répartis dans 9 pays**.

Les missions du GERES sont menées en collaboration avec des **partenaires publics** (organisations de coopération multilatérale, collectivités territoriales, agences de développement, etc.) **et privés** (fondations, associations, entreprises).

CO₂Solidaire, le programme de compensation volontaire des émissions de gaz à effet de serre mis en place par le GERES dès 2004, a bénéficié de la participation de plus de 1000 donateurs particuliers et d'une trentaine d'entreprises mécènes. Le GERES édite à leur attention, 4 fois par an, « **La lettre CO₂Solidaire** » pour rendre compte de l'avancée des projets soutenus.

Les engagements collectifs du GERES se poursuivent notamment au sein de réseaux tels que **MEDCOOP** (Collectif pour la Coopération Méditerranéenne), le **CLER** (Comité de Liaison Énergies Renouvelables), le **CFSI** (Comité Français de Solidarité Internationale) ou **Coordination Sud**.

ECONOMIE D'ENERGIE ET EFFICACITE ENERGETIQUE (4E)

Les interventions du pôle 4E ont pour finalités :

- l'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté énergétique au Sud ;
- la diminution au Sud de la pression sur la biomasse énergie pour en libérer d'autres usages ;
- la maîtrise des dépenses et des consommations d'énergie des ménages, des opérateurs économiques, des collectivités au Nord et au Sud ;
- la diminution de la dépendance énergétique (recours aux énergies fossiles ou importées), source de vulnérabilité économique au Sud.

Les activités du pôle 4E se situent dans un contexte marqué à la fois par des contraintes et des opportunités fortes :

- L'augmentation du prix des combustibles fossiles constitue au Nord, et encore plus au Sud, une menace pour les populations car elle pèse de plus en plus sur les budgets. C'est également vrai, dans une certaine mesure, pour les services publics et les entreprises.
- L'augmentation du prix des combustibles fossiles constitue au Nord un élément fort d'aide à la décision des politiques et du public en faveur de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables.
- La problématique récente du changement climatique s'ancre dans les esprits au Nord et au Sud.

Les principes d'actions du GERES qui permettent d'atteindre ces finalités :

- Les projets pilotes positifs servent le déploiement à grande échelle.
- Les capacités opérationnelles et de plaidoyer des parties prenantes (ONG, organisations publiques locales, etc.) doivent être renforcées.
- L'implication des institutions (nationales et locales) dans les projets est prioritaire.
- La mise en œuvre des projets privilégie des partenaires locaux.
- Le développement technologique du GERES s'assure que les populations s'approprient parfaitement l'utilisation des équipements.

Les groupes cibles des interventions du GERES dans le domaine de l'efficacité énergétique :

- En France, l'environnement global (changements climatiques) est considéré comme prioritaire tout comme les impacts sociaux (précarité énergétique pour les populations pauvres).
- Au Sud, sont également inclus les impacts locaux (déforestation essentiellement) et leurs conséquences sociales (pénibilité de la collecte de la biomasse; femmes / enfants) et économiques (temps consacré à la collecte qui pourrait être mieux valorisé).

AFGHANISTAN

EFFICACITE ENERGETIQUE DANS L'HABITAT TERTIAIRE EN AFGHANISTAN

Diffusion de meilleures pratiques d'efficacité énergétique dans la construction des bâtiments publics des secteurs de l'éducation et de la santé

CONTEXTE

Le GERES a décidé en 2002 de participer à la reconstruction de l'Afghanistan, en mettant l'accent sur l'introduction de techniques et de savoir-faire permettant d'économiser de l'énergie dans les bâtiments. Ce pays est en grande partie montagneux et la température intérieure des bâtiments mal isolés et mal chauffés peut ne pas dépasser 5°C en hiver, ce qui est le cas des hôpitaux des régions les plus montagneuses.

Après avoir démontré la pertinence du concept avec la réalisation, entre 2003 et 2005, de 8 bâtiments pilotes, le GERES a initié un programme d'accompagnement des institutions dans la mise en place de l'efficacité énergétique dans le bâtiment. Ce programme vise aussi bien les institutions afghanes engagées dans le secteur de la construction et de la planification, que de la plupart des coopérations bilatérales et multilatérales présentes à Kaboul et participant à la reconstruction du pays. Il a démarré en 2006 dans le cadre de l'accord de coopération tripartite « franco-germano-afghane sur l'énergie. La première étape du programme, qui concerne une centaine de bâtiments publics efficaces en énergie dont le surcoût d'isolation thermique est limité à 12%, s'achèvera en février 2009.

Sont également programmées des actions de formation des entrepreneurs et des décideurs en charge de la construction, un appui aux entreprises pour la production de systèmes de chauffage performants et de matériaux d'isolation.



ACTIONS EN 2008

Au final, ce sont plus de 240 chantiers d'isolation qui ont été réalisés, avec la participation du secteur privé, des bureaux d'études et diverses entreprises locales du bâtiment. Cela représente plus de 170 000 m² de bâtiments dans les secteurs concernés : écoles, dispensaires, hôpitaux, centres de formation, etc.

Le département responsable de la construction au sein du Ministère de la Santé a pris la décision que l'ensemble des nouveaux bâtiments devront être isolés. Des plans standards proposés par le GERES ont ainsi été adoptés, facilitant la réplique du programme et l'émergence d'une véritable filière technique et économique. Près de 1000 personnes ont été formées, faisant émerger plusieurs entreprises capables de concevoir, de suivre et de réaliser les travaux.

Un grand nombre d'organismes, d'agences d'aide et de coopération sont intégrés au programme dans le cadre d'un réseau encourageant l'application de l'efficacité énergétique : la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement, le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), la Coopération américaine, la Fondation Turquoise Mountain, CARITAS, MISEREOR, Ibn Sina, AFRANE ainsi que plusieurs représentants des entreprises de construction.

PERSPECTIVES

L'efficacité énergétique est maintenant prise en compte par plusieurs institutions afghanes et les bailleurs de la reconstruction. En 2009, un des enjeux sera de vulgariser les résultats du projet et de préparer un cycle de formation inscrit dans l'apprentissage professionnel en Afghanistan. L'ambition du GERES est d'ancrer durablement l'efficacité énergétique dans les pratiques de construction du pays.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Agence nationale afghane de protection de l'environnement (NEPA)

Ministère afghan de la Santé, Ministère afghan de l'Éducation, Ministère afghan de l'Énergie

Coopération technique allemande pour le développement (GTZ)

Agence française de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) coordonne la mise en place et le GERES est l'opérateur technique de terrain.

PARTENAIRES FINANCIERS

Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE)

Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)

ÉTUDE DE FAISABILITE DE LA PROMOTION DES ECONOMIES D'ÉNERGIE ET DE LA DIFFUSION A GRANDE ECHELLE DE L'ARCHITECTURE SOLAIRE DANS L'HABITAT DOMESTIQUE

CONTEXTE

L'Afghanistan sort difficilement d'une période de plus de 20 années de conflits. Le développement rural y est une grande priorité avec en particulier la volonté de permettre aux familles de se chauffer durant l'hiver.

Un premier déploiement expérimental auprès de 1 300 personnes bénéficiaires, de 170 vérandas à ossature bois, adossées à des habitations solaires passives, a permis de valider formellement cet outil apportant un complément de chauffage dans l'habitat. Une évaluation externe conduite en 2006 avait déjà relevé sa pertinence tout en insistant sur la nécessité d'une réorientation des modalités d'action du GERES pour ambitionner une diffusion à grande échelle.



ACTIONS EN 2008

Une étude soutenue par le F3E (Fonds pour la promotion des Etudes préalables, des Etudes transversales et des Evaluations) a permis, avec l'appui d'un consultant, de définir les modalités de dissémination dans le secteur de l'habitat domestique.

Sur la base des équipements déjà réalisés, l'étude a conclu sur une évaluation positive et validé le projet de développer cet outil à grande échelle. Pour ce faire, elle préconise l'utilisation d'un levier

à travers la création d'un micro-entrepreneuriat autour des vérandas. L'AFD (Agence Française de Développement) a retenu le projet et un centre de formation ouvrira ses portes avant l'été 2009.

PERSPECTIVES

Le centre de formation formera 82 entrepreneurs de la province de Bamyan (région centrale et montagneuse de l'Afghanistan, aux hivers particulièrement rudes) aux principes de l'efficacité énergétique et à la construction de bâtiments solaires passifs pour l'habitat domestique en milieu rural.

L'objectif recherché est le développement de micro-entreprises de construction et de maintenance des vérandas, afin d'améliorer l'habitat domestique dans la province de Bamyan et de promouvoir l'efficacité énergétique à travers cet outil.

Afin d'atteindre cet objectif, le projet créera une structure de formation diplômante et reproductible. Un centre de formation sera mis en place et un escalier pédagogique établi. 5 formateurs seront aptes à transmettre leurs savoirs, technique et gestionnaire, par le biais de supports de formation. 82 futurs entrepreneurs, répartis sur 5 des districts de Bamyan (Bamyan Central, Yakawlang, Saighan, Khamard, Shibar), seront sélectionnés pour suivre la formation, de façon à assurer au bout des 3 ans du projet une activité de construction-maintenance de maisons solaires passives.

PARTENAIRES DE L'ETUDE

Villes en Transition

Madera

Action Contre la Faim (ACF)

PARTENAIRE FINANCIERS

Commission européenne

Agence Française de Développement (AFD)

REHABILITATION ENERGETIQUE DANS L'HABITAT ET DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES ARTISANALES FAMILIALES.

CONTEXTE

L'Afghanistan est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un PNB par habitant estimé à 180 USD (60 à 80% de la population a un revenu inférieur à 1USD par jour). Comme dans la plupart des pays en développement, l'énergie y demeure l'une des principales dépenses des ménages : en milieu urbain la consommation d'énergie peut représenter jusqu'à 30% des dépenses familiales, tandis qu'en milieu rural la collecte de combustible (biomasse : bouses, bois, buissons, etc.) peut monopoliser les familles plus d'un mois par an à raison de 4 heures par jour, au minimum. Cette collecte est par ailleurs extrêmement préjudiciable à l'environnement : la disparition de la couverture végétale entraîne une érosion accélérée et appauvrit les sols.

De fait de ces conditions, une grande majorité de la population se chauffe très peu. En outre, l'état de santé de la population afghane est déplorable : la mortalité infantile atteint 16% et les maladies dues au froid et aux fumées toxiques à l'intérieur des bâtiments limitent l'espérance de vie à 44 ans.

Afin d'améliorer les conditions de vie des afghans, le GERES introduit en 2004 l'architecture solaire passive basée sur l'isolation des bâtiments et l'ajout d'une véranda à ossature bois apposée sur la façade sud du bâtiment. Ces vérandas permettent de chauffer l'air intérieur avec un investissement limité, en exploitant de manière efficace le rayonnement solaire.

ACTIONS EN 2008

En 2008, dans la région de Behsud, 50 vérandas installées au début de l'hiver ont permis de faire économiser 65% de combustible à leurs habitants. De plus, le confort thermique obtenu permet de développer de nouvelles activités artisanales à l'abri du froid. 18 femmes ont ainsi été formées au filage pour leur permettre de produire de la laine en travaillant dans la véranda.

PERSPECTIVES

Il s'agit maintenant d'améliorer le confort intérieur et la qualité de l'air par un travail de recherche et développement sur les poêles améliorés. Les poêles traditionnels ont une triple fonction : chauffer, cuisiner et faire bouillir de l'eau. L'objectif est de réduire, par l'amélioration du rendement de la combustion, la consommation en combustibles (bouses séchées, bois) afin de limiter l'émission de fumées toxiques dans l'habitation.

Cette perspective s'inscrit dans un programme en 3 phases : études et prototypages des foyers, tests en situation réelle puis production et commercialisation des équipements par des partenaires afghans.

PARTENAIRE TECHNIQUE

Madera

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne

Fondation Lord Michelham of Hellingly

CAMBODGE

DIFFUSION DE FOYERS AMELIORES DE CUISSON DOMESTIQUE

CONTEXTE

Au Cambodge, la biomasse (essentiellement le bois de feu) couvre 85% des besoins en énergie. Elle est notamment utilisée en zones urbaines et rurales pour la cuisson domestique et la transformation agro-alimentaire artisanale (sucre de palme, tofu, poisson fumé...). Son utilisation intensive menace les ressources forestières alors que, bien gérées, celles-ci pourraient être source d'énergie renouvelable. En outre, une telle utilisation de biomasse est responsable d'importantes émissions de CO₂ dans l'atmosphère, principal gaz à effet de serre d'origine anthropique, et en grande partie responsable du changement climatique. C'est dans ce contexte qu'a été initié, dès 1997, un programme de diffusion de foyers performants pour la cuisson domestique au Cambodge.



ACTIONS EN 2008

Les principaux objectifs de ce programme sont la réduction de la consommation en bois de feu, la protection de la forêt, la préservation des ressources, l'aide aux populations les plus démunies, la lutte contre les changements climatiques, la diminution des dépenses énergétiques des usagers et l'accompagnement d'une politique énergétique nationale.

Le *New Lao Stove*, qui permet aux ménages d'économiser jusqu'à 26% de charbon bois par rapport au foyer traditionnel, est aujourd'hui commercialisé sans subvention dans tout le pays. Il se vend sur les marchés 20 000 foyers *New Lao Stove* chaque mois.

S'appuyant sur une filière de distribution privée, le GERES a d'abord concentré ses efforts sur la formation des producteurs, la sensibilisation des distributeurs et l'appui aux détaillants pour la promotion du *New Lao Stove*. Dans ce cadre, une association de producteurs et de distributeurs de foyers améliorés, ICOPRODAC, a vu le jour afin de renforcer la collaboration entre les différents acteurs de la filière.

Engagé en 2006, le travail de standardisation en collaboration avec l'Institut des Standards Cambodgiens devrait aboutir à l'adoption d'un modèle de fabrication du *New Lao Stove* au cours de l'année 2009.

PERSPECTIVES

Dès 2006, GERES a été le premier porteur de projet à faire reconnaître la réduction d'émissions carbone dans le cadre d'un projet de diffusion de foyers améliorés. Ce programme devrait ainsi permettre la réduction de 1 600 000 tonnes de CO₂ entre 2003 et 2012, correspondant à 1 200 000 tonnes de bois préservé.

A partir de 2009, les efforts du GERES se concentreront sur l'augmentation du taux de diffusion des foyers par la formation de nouveaux producteurs et la décentralisation de la production. L'objectif du GERES est d'atteindre une diffusion de 25 000 foyers par mois.

L'amélioration du système de suivi et de contrôle qualité se fera avec le renforcement des capacités de l'association ICOPRODAC. Un programme national de diffusion de foyers performants et moins coûteux, destinés aux zones rurales, sera également lancé en 2009 avec l'appui du programme ESMAP de la Banque Mondiale.

PARTENAIRE TECHNIQUE

Improved cookstove producers and distributors association of Cambodia (ICOPRODAC)

PARTENAIRE FINANCIER

Commission européenne

AMELIORATION DES PROCEDES DE FABRICATION ARTISANALE DU SUCRE DE PALME

CONTEXTE

La production de sucre de palme représente une activité traditionnelle rurale importante au Cambodge, mais ne fournit pas de revenus suffisants ou stables aux producteurs.

Elle monopolise de grandes quantités de bois de feu et beaucoup de temps, pour une rentabilité finale très faible. En outre, les producteurs, généralement des femmes, inhalent des fumées nocives tout au long du processus de fabrication du sucre, qui dure plus de 4 heures par jour.

Pour répondre à ces problèmes tout en pérennisant le secteur du sucre de palme au Cambodge, le GERES travaille depuis 2006 sur un modèle de four spécifique, le « *Vattanak* » (« prospérité » en langue Khmère). Il s'agit d'un foyer à postcombustion permettant de réaliser jusqu'à 30% d'économie de bois de feu par rapport aux foyers traditionnels. Celui-ci offre une meilleure répartition de la chaleur favorable à la production d'un sucre en grain de grande qualité. Le *Vattanak* est également équipé d'une cheminée qui met les utilisateurs à l'abri des fumées de combustion.

ACTIONS EN 2008

Les objectifs généraux de ce projet sont les suivants:

- Développer un modèle que les centres de fabrication peuvent reproduire facilement ;
- Diffuser 300 foyers *Vattanak* dans la province de Kompong Chhnang. Les 12 premiers foyers sont offerts en démonstration et les autres vendus aux producteurs via un réseau de distributeurs locaux préalablement formés par le GERES ;

- Valider une stratégie de diffusion à grande échelle ;
- Préparer les producteurs à l'évolution du marché du sucre de palme en les formant aux techniques de production de sucre en grain de haute qualité.



En 2008, le projet a réalisé un certain nombre d'activités afin de répondre à ces objectifs qualitatifs et quantitatifs :

- Ouverture d'un nouveau centre de fabrication des pièces du *Vattanak* dans la province de Kampong Chhnang. 4 potiers locaux fournissent les pièces de 20 foyers par mois. L'objectif à moyen terme est de poursuivre la formation de ces potiers pour qu'ils deviennent des producteurs locaux indépendants sous le contrôle-qualité du GERES.
- Evaluation de l'accès à l'énergie auprès des petites entreprises et de la situation forestière dans la zone du projet.
- Construction de 48 foyers *Vattanak* et formation de 48 producteurs de sucre en grains de haute qualité (par opposition au sucre pâte traditionnel).
- Formation de 5 techniciens locaux à la construction et à la maintenance du foyer *Vattanak*. A moyen terme, ces techniciens doivent devenir les distributeurs locaux.
- Un système de troc permet aux producteurs de rembourser le coût du foyer par de petites quantités de sucre prélevées quotidiennement sur leur production.

PERSPECTIVES

A moyen terme (4 à 5 ans) le projet prévoit la diffusion de la technologie du *Vattanak* à grande échelle. 5 centres de production dans 2 provinces permettront d'atteindre une diffusion annuelle de 5 000 foyers d'ici à 2013.

Parallèlement, GERES Cambodge est en train de créer une entreprise sociale (ECO-BIZ Cambodia) en vue d'appuyer les producteurs dans la valorisation et la commercialisation du sucre de palme de haute qualité sur les marchés nationaux et internationaux.

PARTENAIRE TECHNIQUE

Planète Bois

PARTENAIRES FINANCIERS

Banque Mondiale – programme ESMAP

Fondation Ensemble

AUDITS ENERGETIQUES DANS LE SECTEUR TERTIAIRE AU CAMBODGE

CONTEXTE

Le secteur tertiaire, et en particulier le tourisme, représente une source importante d'émissions de gaz à effet de serre en Asie du Sud-est. Parallèlement, un intérêt naissant sur les questions d'empreinte carbone se développe dans ce secteur.

Le GERES a donc développé un service d'audit carbone au Cambodge, pour sensibiliser ses partenaires au changement climatique et les aider à diminuer leur empreinte carbone.

ACTIONS EN 2008

Au cours de l'année 2008, les audits carbone de l'ambassade du Danemark, du groupe FABS (3 hôtels, 4 restaurants, 1 café) et du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cambodge ont été réalisés, suivant ce processus :

- Sensibilisation de l'ensemble du personnel sur les causes et les impacts du changement climatique, et les solutions pour le réduire ;
- Calcul des émissions de gaz à effet de serre selon une méthodologie approuvée par les experts internationaux, en incluant le plus grand périmètre possible ;
- Proposition de recommandations permettant de réduire ses émissions, et ce faisant, de réaliser des économies d'énergie ;
- Encouragement de la compensation carbone comme complément à la réduction d'émissions, en mettant l'accent sur les projets locaux ayant de réels bénéfices en matière d'environnement et de développement économique et social.

PERSPECTIVES

L'activité se développera en 2009, avec deux secteurs « réceptifs » plus particulièrement visés : les agences de développement, ONG et ambassades d'une part, et le secteur du tourisme d'autre part.

FRANCE

LES ESPACES INFO>ENERGIE

LE CONTEXTE

Dans le cadre du programme national d'amélioration de l'efficacité énergétique (PNAEE), l'ADEME a progressivement mis en place, depuis 2001, un réseau d'Espaces Info>Energie (EIE) sur l'ensemble du territoire.

Le GERES anime :

- depuis 2003, l'Espace Info>Energie de Marseille Provence, étendu à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en 2006
- depuis 2004 l'Espace Info>Energie du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Ces deux Espaces Info>Energie couvrent un territoire de plus d'un million d'habitants. L'objectif est de sensibiliser les particuliers aux problématiques de la sobriété énergétique et des changements climatiques. Une des priorités est de les inciter à réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans leur logement. Les conseils et la sensibilisation sont dispensés par des conseillers spécialisés, qui tiennent des permanences quotidiennes d'accueil du public. Par ailleurs les conseillers Info>Energie proposent des animations et portent des projets spécifiques à leur territoire.

L'ESPACE INFO > ENERGIE MARSEILLE PROVENCE

ACTIONS EN 2008

En 2008, l'EIE Marseille Provence a fourni des conseils personnalisés en direction de 1 950 particuliers et professionnels. L'EIE a également sensibilisé près de 6 000 personnes aux questions de maîtrise de l'énergie à l'occasion d'animations sur des événements publics.

Deux ateliers d'information et d'échange sur l'isolation ont conduit 30 propriétaires de maisons individuelles à réaliser des travaux d'isolation.

Cette année, L'EIE Marseille Provence a initié un projet d'accompagnement des copropriétés vers les travaux de rénovation énergétique, et dans ce cadre, a développé des outils d'information et participé à deux conférences à destination des copropriétaires.

Par ailleurs, grâce au « réseau MDE » (maîtrise de l'énergie) que l'EIE Marseille Provence a mis en place et regroupant associations et conférenciers, l'information de proximité sur les économies d'énergie a été démultipliée.

Enfin, l'EIE Marseille Provence a mis en place l'opération « appel à initiatives » incitant les 18 communes de son territoire à mettre en place des actions liées à la maîtrise de l'énergie et aux changements climatiques.

PERSPECTIVES

En 2009, l'EIE poursuit le conseil au grand public en mettant l'accent sur deux projets territoriaux spécifiques :

- l'accompagnement des copropriétaires dans leurs projets de rénovation énergétique, afin de référencer l'EIE comme un acteur local majeur de la maîtrise de l'énergie en copropriété ;
- l'accompagnement des communes du territoire dans leurs actions de sensibilisation et d'information de proximité sur l'énergie.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL)

Association des responsables de copropriétés

Réseau MDE : Planète Sciences Méditerranée, Maison des Transports, Citoyens de la Terre, Habitat et Développement, Atelier Méditerranéen de l'Environnement, les Petits Débrouillards PACA, Association de Valorisation et d'Insertion pour l'Environnement, Union Départementale des Bouches-du-Rhône pour la sauvegarde de la Vie, de la Nature et de l'environnement (UDVN)

PARTENAIRES FINANCIERS

Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Ville de Marseille

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)

Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Conseil Général des Bouches-du-Rhône

L'ESPACE INFO > ENERGIE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

ACTIONS EN 2008

Le conseil personnalisé dispensé par l'EIE du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est en hausse de 39 % depuis 2007 : ce sont plus de 1 000 particuliers et professionnels bénéficiaires en 2008. L'activité « animation et événementiel » a permis de sensibiliser environ 2 000 personnes.

Les points importants développés durant l'année 2008 :

- La participation à une vaste campagne d'information sur l'isolation auprès des habitants du territoire de l'EIE, associant la diffusion des résultats de l'opération de thermographie lors des permanences délocalisées. Suite à cette intervention des « ateliers témoignage sur l'isolation » ont été organisés.

- La conduite du projet « Eco-citoyen », consistant à évaluer l'impact d'éco-gestes simples avec un investissement limité et sur la base d'un diagnostic initial, propose la mise en place des gestes préconisés et un suivi des familles volontaires. Un bilan intermédiaire donne des résultats encourageants sur l'évolution des comportements et la diminution des consommations d'énergie.



PERSPECTIVES

En 2009, l'EIE du pays d'Aubagne et de l'Etoile poursuit ses permanences. Il a également l'ambition de créer un réseau actif de professionnels de l'isolation afin de définir et de mettre en place les bonnes pratiques. Suite à l'accompagnement des particuliers, l'EIE va recenser et analyser les freins et les leviers dans la réalisation de leurs travaux d'isolation. L'expérimentation des gestes éco-citoyens se terminera en 2009 avec une analyse des résultats et la participation de l'EIE à leur diffusion par la Communauté d'Agglomération aux habitants du territoire. Par ailleurs une enquête de satisfaction sera effectuée auprès des 250 propriétaires ayant installé un système solaire thermique sur le territoire.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
 Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)
 Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les acteurs locaux tels que les professionnels (chauffagistes, installateurs...), le lycée Eiffel, la Mission Locale du Bassin de l'Huveaune, le Groupement d'établissements publics Aix-Marseille (GRETA) et les associations locales (Ecoréseau)...

PARTENAIRES FINANCIERS

Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
 Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)
 Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
 Conseil Général des Bouches-du-Rhône.

FINSH : FINANCIAL AND SUPPORT INSTRUMENTS FOR FUEL POVERTY IN SOCIAL HOUSING

Outils pratiques et financiers pour la réduction de la précarité énergétique

CONTEXTE

La précarité énergétique touche, en Europe, de plus en plus de ménages démunis qui n'ont que peu accès aux mesures d'efficacité énergétique. Or l'inexistence de mécanismes financiers spécifiques ou le manque d'accompagnement social sur le terrain sont souvent identifiés comme

des freins importants aux opérations visant à améliorer l'efficacité énergétique des logements et des équipements de ces ménages.

Suite à ce constat, le GERES a monté et coordonne un projet sur cinq pays européens : FinSH (outils pratiques et financiers pour la réduction de la précarité énergétique). Son objectif : réduire les barrières financières et sociales existantes pour faciliter l'accès de ces ménages à des rénovations performantes de leurs logements et aux équipements efficaces en énergie. Le projet débuté en décembre 2007, se poursuit jusqu'en mai 2010.

ACTIONS EN 2008

L'année 2008 a vu la réalisation d'une étude sur les mécanismes financiers disponibles dans chacun des pays participants au projet. L'analyse détaillée d'un mécanisme financier par pays a permis d'identifier les barrières et des solutions pour encourager les rénovations performantes. Un recueil d'informations et d'expériences sur le comportement des ménages, leurs modes de consommation et leurs besoins en accompagnement a également débuté dans le but d'améliorer l'efficacité des mesures de rénovation.

PERSPECTIVES

A partir des pratiques existantes et des besoins identifiés, l'année 2009 verra la rédaction d'un guide à destination des acteurs du logement social, du secteur social et bancaire. Il comprendra les freins et leviers, des bonnes pratiques, des fiches d'expériences réussies pour une meilleure implication des ménages dans les rénovations efficaces. La campagne de diffusion des résultats du projet sera menée dans chacun des pays participants au cours du dernier trimestre et en 2010 (articles de presse, interventions, conférences, diffusion du guide...).



Le GERES a souhaité proposer une action de mise en pratique des enseignements du projet FinSH. Elle se déroulera sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et proposera une méthode d'amélioration énergétique de rénovations sur l'habitat social privé.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Habitats Solidaires SCIC, France
Severn Wye Energy Agency (SWEA), Royaume-Uni
Ecuba, Italie
Otto-von-Guericke-Universität, Allemagne
Krajowa Agencja Poszanowania Energii (KAPE), Pologne

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)

« VERS 100 EXPLOITATIONS ET COOPERATIVES AGRICOLES EXEMPLAIRES » EN PACA

CONTEXTE

Le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a souhaité, dans le cadre de son programme AGIR, soutenir le secteur agricole régional dans une démarche environnementale globale via un appel à projet « 100 exploitations et coopératives agricoles exemplaires ». L'approche vise à développer au sein des exploitations agricoles, avec l'appui de leurs réseaux, une gestion globale de l'énergie, de l'eau et des déchets. Pour ce faire, le GERES a apporté son expertise technique à deux organisations agricoles, Bio de Provence (une fédération d'agriculteurs biologiques) et le Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM PACA), sur les thématiques énergie et déchets.



OBJECTIFS

Dans un premier temps, l'objectif, pour le Conseil Régional et les réseaux impliqués, est de construire un référentiel d'exemplarités afin de fixer les niveaux d'aides de la phase d'investissement. Dans un second temps, il s'agit de définir un plan d'actions détaillé qui sera appliqué par les exploitations agricoles retenues dans l'appel à projet.

ACTIONS EN 2008

En 2008, le GERES a accompagné Bio de Provence et CIVAM PACA sur :

- l'amélioration de l'outil de diagnostic choisi, sur les thèmes énergie et déchets ;
- le travail avec le Conseil Régional pour établir le référentiel d'exemplarité ;
- des visites d'exploitations agricoles pour améliorer le recueil de données sur l'énergie et les déchets ;
- l'analyse des données recueillies auprès de 18 exploitations pour établir un plan d'actions par exploitation sur les économies d'énergie, les énergies renouvelables et la gestion des déchets.

PERSPECTIVES

En 2009, le GERES poursuivra son action d'appui technique auprès de Bio de Provence sur la réalisation de plans d'actions pour de nouvelles exploitations agricoles.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Bio de Provence

Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM PACA)

PARTENAIRES FINANCIERS

Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDU KUSH HIMALAYA

EFFICACITE ENERGETIQUE ET BIOCLIMATISME DANS L'HABITAT DOMESTIQUE AU LADAKH (INDE)

CONTEXTE

Les villages du Jammu-Cachemire et de l'Himachal Pradesh dans l'ouest de l'Himalaya indien, sont enclavés dans des vallées désertiques à plus de 3 000 mètres d'altitude.

Au cours de l'hiver, long et rigoureux, la température tombe souvent au-dessous de -20° C. Les villages sont isolés pendant plus de six mois par an, mais bénéficient d'un ensoleillement exceptionnel de plus de 300 jours dans l'année.

La pénurie de combustible local et le prix élevé des combustibles fossiles importés ont engendré une situation de vulnérabilité énergétique dans ces zones rurales. Du fait de la mauvaise isolation thermique des maisons traditionnelles, la température des pièces descend au-dessous de -10°C en hiver, entraînant des conditions de vie insalubres et l'incapacité de développer des activités artisanales. Les habitants comptent sur l'élevage et l'agriculture en autosubsistance.



ACTION EN 2008

Le projet vise les habitants des districts de Leh (Nubra, Sham, Chang Tang, Leh) et de Kargil (Zaskar, DRASS, Suru vallée de Kargil), dans l'État du Jammu-et-Cachemire et les habitants des districts de Lahaul et de Spiti dans l'Himachal Pradesh.

Sur quatre ans, le projet consiste à diffuser les méthodes d'efficacité énergétique adaptées aux logements, permettant indirectement d'améliorer des moyens de subsistance des populations pendant l'hiver.

Concrètement, le programme va :

- appliquer l'efficacité énergétique dans plus de 1 000 bâtiments ;
- organiser des réseaux durables ;
- favoriser le développement d'activités génératrices de revenus dans les maisons devenues plus confortables ;
- réduire la pression sur les ressources locales et limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Dans sa première année, la phase de démonstration, en réalisant 59 maisons solaires passives, a répondu avec succès aux objectifs posés :

- 7 réseaux de base et à l'échelon du district ont été mis en place ;
- diffusion d'une campagne de sensibilisation (télévision et radio locales) ;
- enseignement des techniques de construction et adaptation des méthodologies aux professionnels.

PERSPECTIVES

La deuxième année du projet, en 2009, verra la construction ou la rénovation de 300 maisons et 30 centres communautaires dotés des mesures d'efficacité énergétique. La campagne de sensibilisation prévoit la diffusion de brochures et de films documentaires. Cette campagne sera portée par des réseaux proactifs.

Plus de 70 maçons et de charpentiers formés seront labellisés, 30 maisons solaires passives seront réalisées et 50 artisans pourront développer leurs activités d'artisanat. Les capacités techniques et institutionnelles des ONG ladakhi partenaires seront renforcées.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Un réseau de cinq ONG met en œuvre le projet dans les différents domaines et activités :

Ladakh Ecological Development Group (LEDEG)

Ladakh and Health Organisation (LEHO)

Leh Nutrition Project (LNP)

Student and Cultural Movement of Ladakh (SECMOL)

Spiti Trans Himalaya Action Group (STAG)

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne

Gouvernement indien

Fondation Ensemble

Gaz et Electricité de Grenoble (GEG)

Legallais Bouchard

Fondation Lord Michelham of Hellingly

EXPERTISE EN MATIERE D'ARCHITECTURE BIOCLIMATIQUE AU TIBET (CHINE)

CONTEXTE

La région autonome du Tibet, en Chine, est située à plus de 3 800 m d'altitude. Le climat y est particulièrement rigoureux avec des températures atteignant -30°C en hiver. Ainsi les écoles sont chauffées d'octobre à avril et sont fermées de décembre à mars. Dans ces bâtiments en béton, la température intérieure peut rester sous -8°C durant toute la matinée. Le chauffage n'est généralement assuré que par des poêles alimentés en bouses séchées, dégageant une fumée nocive pour les élèves et les enseignants. Cependant l'exceptionnel ensoleillement de cette région peut permettre l'application des principes du bioclimatisme, et principalement de l'architecture solaire passive, pour chauffer les écoles.



ACTIONS EN 2008

En rénovant 3 écoles, le GERES a souhaité prouver que l'architecture bioclimatique permet de gagner, sans apport de chauffage, au moins 10°C par rapport aux bâtiments conventionnels.

Une fois effectuée la sélection des 3 écoles pilotes, l'enjeu consistait à dimensionner les améliorations bioclimatiques afin que le surcoût de l'amélioration thermique ne dépasse pas 20% par rapport aux constructions conventionnelles.

Les travaux sont réalisés en suivant un cahier des charges établi préalablement, puis les bâtiments font l'objet de procédures de suivi. L'analyse des résultats servira à démontrer l'intérêt de la conception bioclimatique des écoles.

PERSPECTIVES

2 missions d'assistance technique sont prévues pour :

- analyser les résultats de l'hiver 2008-2009 ;
- élaborer des outils de capitalisation ;
- organiser un séminaire pour sensibiliser les preneurs de décision ;
- développer des formations pour les entreprises tibétaines.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Intégration (Allemagne)

Ministère chinois de l'Éducation

PARTENAIRES FINANCIERS

Intégration (Allemagne)

Coopération technique allemande pour le développement (GTZ)

ASSISTANCE TECHNIQUE « ENERGIE-HABITAT » AU TADJIKISTAN

CONTEXTE

Depuis l'indépendance du Tadjikistan, les communautés rurales ont connu une rapide dégradation des infrastructures d'approvisionnement énergétique. Par conséquent, la population n'a pas épargné la biomasse. La destruction des ressources disponibles a laissé place à un paysage désertique et entraîné un phénomène important d'érosion.

Pour de nombreuses activités domestiques, la bouse de vache séchée reste la seule source d'énergie utilisée. Mais cette bouse est aussi une matière organique précieuse qui maintient la fertilité des sols et peut limiter l'érosion. Sa destruction progressive entraînera donc une aggravation de la précarité de ces populations.

Pour répondre à cette problématique, l'ONG britannique Oxfam met en œuvre un projet sur 2 années afin d'améliorer les revenus individuels et les conditions de vie des populations rurales dans la région de Khatlon (sud-est du Tadjikistan).

En travaillant sur les économies d'énergie des ménages, le projet pilote vise, d'une part, à introduire l'énergie solaire passive et des techniques d'isolation dans 20 bâtiments et, d'autre part, à développer un nouveau modèle de foyer amélioré. Dans cette démarche, le GERES fournit une assistance technique.

ACTIONS EN 2008

Lors de sa première mission, durant l'été 2008, le GERES a étudié et analysé les contraintes climatiques, techniques, économiques et socioculturelles liées aux conditions de mise en œuvre de l'efficacité énergétique dans l'habitat domestique.

L'ensemble des technologies adaptées ont été identifiées. Parallèlement, un audit énergétique, la liste des quantités de matériaux, les coûts et les plans ont été dressés chez les bénéficiaires sélectionnés. 5 maisons ont ainsi été rénovées.

Une visite de terrain a été ensuite organisée au Ladakh pour trois Tadjik gestionnaires de projet afin qu'ils découvrent et s'approprient les techniques de l'énergie solaire passive mises en œuvre

par le GERES. Une mission a été spécifiquement menée en vue d'améliorer les poêles de chauffage et de cuisson traditionnels.



PERSPECTIVES

Une nouvelle mission démarre au printemps 2009 pour évaluer la qualité et l'efficacité thermique des premières constructions. Une formation des maçons est également prévue afin d'actualiser leurs connaissances et de concevoir des manuels de construction.

Parallèlement, des prototypes de foyers améliorés seront disponibles au cours de l'année 2009.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Oxfam Grande Bretagne

Planète Bois

BAKHT (ONG locale)

Autorités locales

PARTENAIRES FINANCIERS

Oxfam Grande Bretagne

Commission européenne

MAROC

DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENTS « BOIS-ENERGIE » PERFORMANTS AU MAROC

CONTEXTE

L'utilisation prépondérante du bois de feu en milieu rural marocain entraîne des pénuries dans nombre de zones et la dégradation du couvert végétal. D'autre part, la collecte de la biomasse reste une activité pénible souvent dévolue aux femmes. Face à cette problématique, et malgré les enjeux, les réponses technologiques font encore défaut.

Dans ce contexte, l'action du GERES vise la réduction significative de la consommation du bois de feu et l'amélioration des conditions sanitaires d'utilisation. A travers le développement et la diffusion d'équipements performants, le GERES entend répondre aux besoins domestiques des populations.

ACTIONS EN 2008

Suite à un diagnostic socio-énergétique réalisé en 2007 dans la zone pilote de Chefchaouen, au Nord du pays, un cahier des charges a été validé pour développer un modèle de cuisinière

multifonctionnelle fonctionnant au bois et adaptée aux attentes et aux besoins des populations rurales :

- assemblage sur site d'éléments préfabriqués sur le territoire marocain,
- introduction de la technologie de postcombustion assurant une performance optimale de l'équipement,
- prise en compte de trois fonctions prioritaires : cuisson alimentaire, eau chaude sanitaire, chauffage des locaux.

Sur cette base, un premier prototype a été construit et testé dans un laboratoire français en janvier 2008. Ces tests ont permis de valider les solutions techniques de construction et d'établir les caractéristiques thermiques de l'équipement. Une deuxième version de l'équipement a ensuite été développée et envoyée sur site. Pour cette phase pilote, deux ménages ruraux ont été retenus afin de tester l'efficacité de l'équipement.

PERSPECTIVES

En 2009, le raccordement et la finition des cuisinières multifonctionnelles permettront de réaliser les validations d'usage par les femmes en situation réelle.

A moyen terme, les conditions de diffusion seront réunies par un appui à la création d'une unité de préfabrication des éléments et par l'accompagnement d'artisans locaux à l'assemblage sur site.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables et l'Environnement (GERERE), Rabat, Maroc

Planète Bois, Tarbes, France

Association Rif pour le Développement local et durable (ARDB), Bellota, Maroc

PARTENAIRES FINANCIERS

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)

Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP)

Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

MICRO DIFFUSION DE FOURS A PAIN A GAZ AMELIORES EN MILIEU RURAL

CONTEXTE

Facteur de dégradation du couvert végétal et frein à l'amélioration des conditions de vie des femmes (corvée et temps imparti à la collecte), le bois de feu est encore largement utilisé en milieu rural marocain pour la cuisson du pain. Le gaz est subventionné par le gouvernement et devient accessible à certaines tranches des populations aux revenus limités. Il pourrait se substituer au bois de feu dans certaines conditions mais les équipements à gaz sont encore trop peu sécurisés, de faible rendement énergétique et ont une durée de vie éphémère. Dans ce contexte, le GERES souhaite mettre à disposition des populations rurales défavorisées des fours à gaz performants et à moindre coût. L'objectif de l'intervention du GERES est de valider l'intérêt technique et socio-économique de cet équipement dans le contexte rural au nord du pays, dans la perspective d'une plus large diffusion sur l'ensemble du territoire marocain.

Des travaux sont engagés depuis 2006 : diagnostics socio-énergétiques, tests de performance, introduction d'améliorations simples, pré-diffusion et enquêtes de satisfaction...

ACTIONS EN 2008

Une mission d'expertise a été menée auprès d'un producteur afin de tester l'intégration des nouvelles améliorations. Celles-ci ont été validées en laboratoire en France et sur le terrain.

Un partenariat a été conclu avec une entreprise locale de Chefchaouen afin d'instaurer une démarche qualité (suivi, contrôle, conditions de garantie et de maintenance) et de produire 35 modèles de fours à gaz améliorés soumis à un cahier des charges préalable.

Les équipements ont été mis à disposition de la population cible qui a payé la totalité du prix (1000 Dh) ou bénéficié, si besoin était, du fonds de roulement mis en place.

Des tests comparatifs de consommation ont permis d'enregistrer une réduction de consommation moyenne de gaz d'environ 30% par rapport aux équipements traditionnels sur le marché local.



PERSPECTIVES

Un travail complémentaire de recherche et développement permettra d'introduire sur le marché un modèle optimisé (environ 50% d'économies de gaz). Parallèlement, une démarche auprès des producteurs pour établir leur capacité industrielle, devra aboutir à terme (en 2010) à la labellisation d'un équipement à haute performance énergétique.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables et l'Environnement (GERERE), Rabat, Maroc

Planète Bois, Tarbes, France

Association Rif pour le Développement local et durable (ARDB), Bellota, Maroc

Sommedtabe (producteur de fours à gaz), Chefchaouen, Maroc

PARTENAIRES FINANCIERS

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP)

Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Programme de micro-financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF-FEM / PNUD)

Ministère marocain de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement

Fondation Veolia Environnement

MAITRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE ET EN EAU DES MENAGES URBAINS A LARACHE

CONTEXTE

Les coûts de l'énergie et de l'eau peuvent représenter jusqu'à un quart des dépenses des ménages des classes moyennes et populaires des villes marocaines. Cette part est d'autant plus importante que le ménage est économiquement vulnérable.

Alors que les villes comptent plus de la moitié de la population marocaine, et que les prix des énergies augmentent sensiblement, la maîtrise de la demande en énergie et en eau (MDEE) en milieu urbain porte de forts enjeux en matière de lutte contre la précarité énergétique et de préservation des ressources.

Initié en 2006, ce projet pilote cible les foyers urbains de Larache. Il a pour objectifs de tester, diffuser et faire adopter des comportements et des équipements économes en eau et en énergie, par des mécanismes incitatifs et reproductibles.



ACTIONS EN 2008

En 2008, le projet est en phase de finalisation.

Le plan de communication, qui vise à informer et sensibiliser la population aux solutions proposées, a prévu des outils et des supports adaptés, directs (site internet, fiches pédagogiques, expositions itinérantes) ou par des relais d'information, via un réseau d'acteurs locaux, associatifs et parascolaires, formés à la problématique MDEE et aux outils de sensibilisation participatifs.

40 familles ambadrices se sont équipées en matériel économe. Le suivi de leurs factures a permis de constater une baisse globale de plus de 10% de la consommation électrique. 1/3 est même parvenu à réduire sa consommation individuelle d'environ 30%.

Un point de distribution des équipements et des supports de communication du projet a été ouvert dans le centre ville, grâce à l'intervention de la Maison de l'Énergie, un acteur économique local impliqué dans les énergies renouvelables.

PERSPECTIVES

Ce projet constitue une phase pilote qui, en expérimentant la faisabilité d'un tel programme, explore les possibilités d'actions, produit les outils de sensibilisation, et démontre l'impact quantitatif de la MDEE des ménages vulnérables.

Il suscite par ailleurs l'intérêt de nombreux institutionnels marocains. C'est pourquoi le GERES et ses partenaires locaux proposeront aux acteurs régionaux et nationaux du pays de valoriser cette expérience à une plus large échelle.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Le projet est porté par l'association marocaine ECODEL, basée à Larache, avec le soutien technique et méthodologique du GERES qui est son partenaire depuis 2003.

Le tissu associatif local de Larache est activement impliqué dans le projet et en particulier l'Association des enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT).

L'Association marocaine des Petits Débrouillards (AMPD) a mis en place et animé les ateliers participatifs auprès des publics scolaires.

PARTENAIRES FINANCIERS

Programme de micro-financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF-FEM / PNUD)

Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

SOUTIEN A LA PROGRAMMATION ENERGETIQUE NATIONALE

CONTEXTE

L'Union Européenne conduit, avec les pays tiers les plus proches, une politique de voisinage basée sur des accords bilatéraux. Elle souhaite ainsi harmoniser le fonctionnement de certains secteurs jugés prioritaires en matière de développement et de coopération. L'Union Européenne a ainsi accordé un fonds d'appui de 60 millions d'euros au volet « Energie » du programme indicatif national marocain pour réformer le secteur. Deux consultants indépendants et le GERES ont été missionnés par la Commission européenne, via le Bureau Central pour les Études d'Équipements d'Outre Mer (BCEOM), une société française d'ingénierie. En lien avec le Ministère marocain de l'Energie, la mission consiste à définir le contenu et les modalités de mise en place d'un programme d'actions sur l'ensemble du secteur de l'énergie marocain - pétrole, gaz, électricité, énergies renouvelables, efficacité énergétique. D'une durée de 9 mois, cette mission s'est achevée en 2008.

ACTIONS EN 2008

Le GERES a eu la charge d'étudier les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Plusieurs missions au Maroc ont permis de rencontrer l'ensemble des interlocuteurs et d'établir des priorités sur le contenu d'une coopération entre l'Union Européenne et le Maroc.

Un recueil de propositions de programmes a été rédigé et discuté avec les parties marocaines, puis validé par la Commission européenne. Ces propositions mettent en avant des actions relevant essentiellement de la maîtrise de l'énergie dans le bâtiment et dans l'industrie, mais également dans le secteur rural et celui des transports.

PERSPECTIVES

Ces programmes constituent la plus grande part de l'emploi prévu pour le fonds d'appui européen. Des actions d'accompagnement et de renforcement institutionnels ont également été définies et seront mise en œuvre dans le cadre de jumelages entre institutions marocaines et institutions européennes.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Ministère marocain de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
Centre marocain de Développement des Énergies Renouvelables (CDER)

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne
Bureau Central pour les Études d'Équipements d'Outre Mer (EGIS-BCEOM)

SERVICE ENERGETIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL (SEDEL)

Les finalités des interventions menées dans ce pôle sont la réduction de la précarité et des inégalités socio-économiques par l'amélioration des conditions d'exercice des activités productives (domestiques ou marchandes) des populations cibles en situation de vulnérabilité.

Les activités du pôle SEDEL développent des méthodologies spécifiques adaptées à la diversité des situations locales.

Malgré l'affichage politique des Objectifs du Millénaire de Développement, la paupérisation dans la plupart des territoires du Sud (Afrique et Asie rurales, zone en forte urbanisation) est croissante. Force est de constater que les politiques nationales d'électrification rurale décentralisée et d'accès aux services énergétiques ne touchent que faiblement les populations pauvres des territoires couverts car les principaux bénéficiaires sont les services publics et les couches sociales favorisées. Par ailleurs, le soutien au secteur privé productif (quelques PME/PMI), s'il donne des résultats directs positifs, ne permet pas de créer d'effet de levier ou d'entraînement suffisant, faute de possibilité de réplcation.

En milieu rural, les capacités d'investissement individuel sont très limitées, donc les solutions durables en matière d'accès à l'énergie ne peuvent passer que par des stratégies collectives de mutualisation. L'expérience des plateformes multifonctionnelles initiées par le PNUD montre que l'on peut satisfaire des besoins énergétiques en milieu villageois, considérés par la population comme prioritaires (usages productifs).

Parmi les principes d'actions du GERES, on peut retenir :

- La réduction de la précarité énergétique. Elle est une contrainte majeure au développement humain (pénibilité des tâches, faible productivité, coût global...). En outre, l'accès à de nouveaux services énergétiques est un facteur d'émancipation (gain de temps, qualité de vie).
- L'activation des leviers de développement qui favorisent les bénéfices collectifs.
- Les initiatives privées de type « social business », tout en s'assurant de la représentativité effective des bénéficiaires finaux, de leur participation au processus, des activités à mettre en œuvre et à leur gestion.
- L'anticipation des impacts des actions sur l'environnement et le public non ciblé, inscrits dans une logique de développement durable.
- Le recours aux principes de la maîtrise de la demande en énergie et aux énergies renouvelables dans la mise en œuvre des services.

Les groupes cibles des interventions du GERES dans le domaine des services énergétiques et du développement économique local sont :

Bénéficiaires directs

- Les opérateurs de services, en tant que bénéficiaires directs des actions ;
- Les promoteurs individuels ou collectifs, à statut privé ou para public, bénéficiaires de formations.

Bénéficiaires finaux

- Les usagers, qui correspondent de fait aux bénéficiaires finaux de l'action ;
- La démarche SEDEL ne vise pas à choisir un groupe cible plutôt qu'un autre, mais plutôt à agir sur les conditions d'accès aux services de telle sorte que ceux qui sont défavorisés ne soient pas écartés.

BENIN

PROGRAMME PARIER : PRODUCTIONS ALIMENTAIRES ET RENFORCEMENT DES INITIATIVES ECONOMIQUES RURALES

CONTEXTE

Le programme PARIER est monté en consortium par le GERES et l'ONG béninoise Allowanou Tognon pour une durée de 3 ans. L'objectif du programme est de mieux valoriser les productions agricoles de la région Centre et principalement les activités post-récolte et artisanales de transformation. Il vise notamment à améliorer les conditions de stockage/conservation primaires des produits vivriers (manioc, maïs), à optimiser les opérations unitaires dans l'artisanat alimentaire, et à dynamiser les circuits de commercialisation.

Dans un contexte rural toujours plus précaire pour les populations actives, ce programme vise à développer des réponses collectives sous la forme de nouveaux services permettant d'améliorer la productivité ou la qualité des produits.

ACTION EN 2008

Après une phase de diagnostics sectoriels et locaux, l'équipe a engagé plusieurs pistes d'actions :

- l'amélioration des techniques de pré stockage et de conservation du maïs avec des formations en bonnes pratiques (usages des conservateurs chimiques) ;
- l'acquisition de bâches pour un séchage amélioré et la construction d'un bâtiment de stockage collectif dans les villages de Dohoué et d'Agondodji ;
- l'introduction de nouveaux services motorisés comme le râpage du manioc, la mouture du soja ou de l'arachide, le dépulpage des fruits de palme ;
- la sélection de villages « pilotes » pour la production ;
- la mobilisation des groupes cibles pour l'introduction des services ;
- les études de faisabilité, la commande des équipements correspondants ;
- une étude des filières de commercialisation dans le Zou pour les principaux produits du terroir.

PERSPECTIVES

La mise en œuvre de ces nouveaux services débutera en 2009, en suivant les schémas discutés avec les populations cibles. Il s'agira d'une année « test » pour un certain nombre d'activités initiées en 2008 :

- 5 unités de mouture d'arachide et de soja en milieu villageois ;
- 8 unités de pressage du soja ;
- 5 unités de râpage du manioc ;
- 2 unités de transformations de noix de palme en huile ;

A cela, s'ajoute un travail spécifique sur l'amélioration de la cuisson artisanale.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Allowanou Tognon

Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement Economique et Social (CEBEDES)

Planet Finance

Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maitrise de l'Energie (ABERME)

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne

Fondation Poweo

PROGRAMME SETUP : SERVICES ENERGETIQUES ET TECHNIQUES A USAGES PRODUCTIFS AU BENIN

CONTEXTE

En Afrique, la question de la précarité énergétique des activités productives agricoles et artisanales est de plus en plus préoccupante : outre la pénibilité des tâches et la faible productivité dans l'agriculture, les acteurs du secteur secondaire ont un accès très limité aux équipements ou aux services énergétiques performants.

Dans le cadre de sa politique de coopération en faveur du développement, la Commission européenne pilote un fonds destiné à promouvoir l'accès à l'énergie dans les pays ACP. La majeure partie de ce fonds a été attribuée à un appel à propositions « Facilité Energie UE-ACP » lancé en 2006. Retenu par la Commission européenne, le programme SETUP est axé sur l'introduction de services énergétiques à usages productifs en milieu rural au Bénin.

ACTIONS EN 2008

Le programme SETUP s'inspire du programme « Plateforme Multifonctionnelle » du PNUD avec comme objectif l'allègement des tâches ménagères et l'amélioration des activités économiques rurales via de nouveaux services énergétiques marchands adaptés au contexte : La motorisation du traitement post-récolte des produits agricoles constitue l'axe de travail principal.

De 2008 à 2012, le programme a l'ambition d'investir un million d'euros pour développer des nouveaux services répartis sur l'ensemble du département du Zou, un territoire qui comprend 9 communes et concerne plus de 450 000 habitants.

Au cours de l'année, l'équipe du GERES a construit le dispositif de pilotage pour cadrer la mise en œuvre de l'action. Par la suite, un premier travail de caractérisation des besoins sur la zone a été mis en œuvre.

PERSPECTIVES

Les principes d'action en 2009 prévoient :

- l'installation d'un centre de service énergétique innovant en milieu réel grâce à un outil de démonstration auprès des populations ;
- Le cadre technique et économique, basé sur le photovoltaïque à destination des secteurs de l'artisanat, du petit commerce et des foyers domestiques (étude de marché, soutien aux entrepreneurs par le renforcement de capacités, l'accès aux services financiers);
- le dimensionnement technique et économique pour l'essor des services énergétiques de petite transformation agroalimentaire : gouvernance des installations et des services, renforcement de capacité des opérateurs et des usagers, définition et accès aux services financiers ;
- la structuration d'une filière agrocarburant de proximité.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Ce programme est une action en co-maîtrise d'œuvre avec :

Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maitrise de l'Energie (ABERME)

Association des maires du Zou

Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement Economique et Social (CEBEDES)

Planet Finance

Allowanou Tognon

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne

Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE)

Fondation Poweo

Ministère béninois de l'Energie

INDE

DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES AGRICOLES DANS L'HIMALAYA INDIEN OCCIDENTAL

CONTEXTE

Les villages des états du Jammu-Cachemire et de l'Himachal Pradesh, situés dans l'ouest de l'Himalaya indien, sont enclavés dans des vallées désertiques à plus de 3 000 mètres d'altitude.

L'hiver est long (de novembre à mars) et rigoureux : la température tombe souvent au-dessous de -20°C. Les activités agricoles et économiques sont alors quasi inexistantes. Les villageois consacrent les 5 mois de l'été (de mai à septembre) aux activités agricoles traditionnelles, orientées vers l'autosubsistance. Les villages des vallées du Ladakh et de Lahaul et Spiti sont isolés pendant plus de six mois par an. Les denrées alimentaires fraîches sont alors importées par avion à Leh, la capitale du Ladakh, ce qui a pour conséquence de faire tripler les prix en ville, sans pour autant rendre ces produits disponibles dans les villages.

ACTIONS EN 2008

Le projet est destiné aux habitants des districts de Leh et de Kargil, dans l'État du Jammu-Cachemire et aux habitants des districts de Lahaul et de Spiti dans l'Himachal Pradesh.

Le projet vise à consolider les activités mises en place depuis 2005 en apportant aux familles une assistance technique pour la construction et la gestion d'équipements solaires : 50 serres agricoles, dont 6 serres commerciales, 8 poulaillers solaires et 8 bergeries solaires.

L'accent a été mis sur la formation des partenaires locaux et de personnes ressource au sein des communautés rurales, ainsi que sur la « stratégie de sortie », notamment en sécurisant l'approvisionnement. L'analyse de ces activités montre que le programme mis en œuvre par le GERES et ses partenaires a des impacts économiques sociaux directs :

- Les villageois augmentent leurs revenus de 30%. Un surplus généralement utilisé pour les dépenses d'éducation ou de santé.
- Les familles mangent 8 fois plus de légumes frais en hiver. 50 000 personnes, soit 25% de la population de ces régions, ont dorénavant accès aux légumes cultivés sous serre. L'impact sur la santé est donc significatif.
- Les serres sont généralement gérées par des agricultrices qui vendent les légumes sur le marché. Par conséquent, les femmes acquièrent de l'autonomie en devenant responsables d'une partie des revenus familiaux.

PERSPECTIVES

Le projet de développement et de promotion des serres solaires agricoles dans l'Himalaya indien prend fin en 2009. Les actions à venir se concentreront sur la pérennisation des activités mises en place, le partage d'expériences et la diffusion des documentations. Un séminaire régional « Energie et changement climatique dans les zones froides asiatiques » sera organisé en avril 2009 à Leh. Enfin la réplique de la composante serre solaire sera initiée au Kirghizistan.

Le programme du GERES dans la conception et la diffusion d'équipements solaires pour le développement d'activités économiques rurales est l'aboutissement de 20 années de travail et de partenariats dans l'Himalaya indien. Ces actions seront récompensées en 2009 par les Ashden Awards, un prix international distinguant les projets exemplaires en matière de développement durable et de promotion des énergies renouvelables.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Un réseau de cinq ONG locales met en œuvre le projet en partenariat avec le GERES :

Ladakh Ecological Development Group (LEDEG)

Ladakh and Health Organisation (LEHO)

Leh Nutrition Project (LNP)

Student and Cultural Movement of Ladakh (SECMOL)

Spiti Trans Himalaya Action Group (STAG)

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne
Fondation Ensemble
Fondation Lord Michelham of Hellingly

DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES ARTISANALES DANS L'HIMALAYA INDIEN OCCIDENTAL

CONTEXTE

Lahaul et Spiti (Himachal Pradesh) et le Ladakh (Jammu-Cachemire), situés dans l'ouest de l'Himalaya indien, sont des vallées désertiques à plus de 3 000 mètres d'altitude et constitués de villages enclavés. Ce désert froid est caractérisé par un hiver long et rigoureux, une faible pluviométrie (50 mm par an) et une biomasse rare.

L'exploitation des ressources naturelles est très limitée : abricots, argousier et laine sont parmi les rares sources de revenus. Dans ces villages, la valorisation de ces ressources est une activité traditionnellement féminine et destinée à l'autoconsommation familiale. Aujourd'hui pour ces femmes, cette activité représente une opportunité de générer un revenu supplémentaire. Individuellement, chaque artisane n'a pas la capacité d'accéder aux marchés potentiels. Cependant, les liens au sein de ces communautés villageoises étant très forts, les artisanes qui s'associent en « Self Help Groups » (groupes d'entraide), se sentent plus assurées et compétentes pour approcher les clients, commerçants et touristes.



ACTIONS EN 2008

Destiné aux habitants des districts de Leh et de Kargil dans l'État du Jammu-Cachemire et aux habitants des districts de Lahaul et de Spiti dans l'Himachal Pradesh, ce projet vise à consolider les activités mises en place depuis 2005 auprès de 500 femmes regroupées en 40 Self Help Groups. Ce travail consiste à valoriser les ressources naturelles et vendre les produits sur les marchés touristiques ou locaux, selon la zone et ses opportunités.

L'accent a été mis sur la consolidation des groupements féminins, par un appui spécifique sur les compétences et l'autonomie. De nombreuses formations ont été réalisées : techniques de production/fabrication, gestion administrative et comptable, méthodes de marketing, etc.

A présent, ces artisanes réussissent à fabriquer et à vendre leurs produits en toute indépendance.

PERSPECTIVES

Ce projet prend fin en 2009. L'accent est mis sur les formations en comptabilité et sur la consolidation des liens entre les différents groupements féminins et les autorités locales. L'objectif est de permettre aux artisanes d'accéder à une sécurité sociale et aux formations organisées par le gouvernement, et de participer aux foires commerciales.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Un réseau de cinq ONG locales met en œuvre le projet en partenariat avec le GERES :

- Ladakh Ecological Development Group (LEDEG)
- Ladakh and Health Organisation (LEHO)
- Leh Nutrition Project (LNP)
- Society for Knowledge and Responsibilities of Culture Health Education and Nature (SKARCHEN)
- Spiti Trans Himalaya Action Group (STAG)

PARTENAIRES FINANCIERS

- Commission européenne
- Fondation Ensemble
- Fondation Lord Michelham of Hellingly

MALI

ÉTUDE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES ÉNERGETIQUES DANS LA ZONE COTONNIÈRE DE KOUTIALA

CONTEXTE

La Société de Services Décentralisés (SSD) Yéelen Kura a démarré ses activités en 2001 dans la zone de Koutiala, avec pour objectif d'améliorer l'accès à l'énergie en zones rurales. Koutiala, au sud du pays recense 130 000 habitants. C'est la troisième ville la plus peuplée du Mali après Bamako et Sikasso. L'activité initiale consistait en la location de kits photovoltaïques individuels. En 2006, Yéelen Kura est devenu le principal opérateur de l'électrification décentralisée dans la région après avoir signé avec l'AMADER (Agence Malienne de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale) des contrats de concessions et de financement pour l'électrification par micro réseaux de 12 localités.

Dans ce cadre, GERES Mali intervient auprès de la SSD Yéelen Kura depuis le début des années 2000 en partenariat, avec l'ADEME et EDF. Partant du constat plus global que, sans un accompagnement spécifique des acteurs de l'ERD, la fourniture d'électricité se limiterait aux besoins domestiques et aux services publics, le GERES a souhaité intensifier le partenariat en 2007 sur le thème de la valorisation productive de l'électricité distribuée, et pérenniser sa présence.

ACTIONS EN 2008

L'étude menée entre mai 2007 et octobre 2008 s'est concentrée sur 3 axes :

- l'état des lieux des services énergétiques existants et l'évaluation de la demande potentielle en nouveaux services dans le chef-lieu de commune de Yorosso ;
- le bilan de la première campagne d'électrification réseau de Yéelen Kura sur 4 communes ;
- l'opportunité de raccordement des services mécaniques chez deux meuniers alimentés par un moteur thermique.

PERSPECTIVES

Pour 2009, le partenariat avec Yéelen Kura se poursuit autour de 3 axes opérationnels :

- un renforcement des capacités de la SSD ;
- la substitution du gasoil des groupes électrogènes par un carburant plus compétitif, l'huile végétale pure de Jatropha, en développant des filières de proximité dans les communes d'intervention de la SSD ;
- la mise en œuvre d'une stratégie locale visant à augmenter le branchement des services productifs actuels sur les réseaux. Cela en formulant une offre de services ciblée.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Société de Services Décentralisés Yéelen Kura

Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER)

PARTENAIRES FINANCIERS

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Electricité de France (EDF)

Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP)

NIGER

MECANISATION DE L'EGRAINAGE DU MIL AU NIGER

CONTEXTE

Le battage traditionnel du mil, première céréale vivrière produite au Niger, est une activité essentiellement féminine et non mécanisée. Sa réalisation est une corvée domestique qui est particulièrement pénible et consommatrice de temps. Face à ce constat, le GERES a choisi d'investir le champ de la mécanisation de cette opération unitaire artisanale.

Compte tenu des maigres références de l'état de l'art en Afrique de l'ouest, l'objectif est de développer une batteuse motorisée qui puisse s'insérer dans le contexte rural nigérien. Le GERES a commencé par réfléchir sur les modèles possibles de gestion avant de dimensionner l'équipement. Le choix ainsi s'est porté sur une batteuse mobile d'une capacité de 6 à 10 sacs de 100 kg, par jour, et utilisable en prestation de service itinérante. La mise en œuvre d'une première opération pilote correspond au projet intitulé FEMMIL (Femmes et Egrainage Mécanisé du mil)

En collaboration avec l'atelier CDARMA, de Dosso, un prototype de batteuse motorisée a été mis au point courant 2007.



ACTIONS EN 2008

L'année 2008 a été consacrée à la maturation technologique : une série de démonstrations villageoises, en partenariat avec le programme belgo-nigérien ARMF/D (Amélioration des Revenus Monétaires des Femmes de la Région de Dosso) a conduit à la fabrication de 4 batteuses. Celles-ci ont été installées sur zone en lien avec les bénéficiaires locaux d'ARMF/D, dans une démarche communautaire, basée sur la future création de comités de gestion.

Afin de tester d'autres modes de fourniture de service, GERES Niger s'est rapproché de Lux Développement, l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement, qui intervient dans le département de Dosso.

Fin 2008, un accord de collaboration a été passé entre les deux structures pour l'expérimentation de six batteuses. Parallèlement, le GERES a mandaté l'ONG nigérienne Agridel pour assurer la maîtrise d'œuvre locale de l'opération.

PERSPECTIVES

2009 sera donc l'année probatoire pour le test in situ d'une dizaine de batteuses selon différents modes de gestion, dans différentes communes du département de Dosso.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Development)

Centre d'Etudes Economiques et Sociales d'Afrique de l'Ouest (CESAO Niger)

Centre de Développement de l'Artisanat Rural et du Machinisme Agricole (atelier CDARMA), co-concepteur de la batteuse à mil Dogoney

Coopération Technique belge, programme ARMFD (Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes dans la région de Dosso)

PARTENAIRE FINANCIER

Comité Français de Solidarité Internationale (CFSI)

FILIERE ENERGIE PROPRE (FEP)

Les interventions du pôle FEP ont pour finalités la protection de l'environnement à travers le développement des énergies renouvelables et la maîtrise par les populations locales de leurs ressources énergétiques.

La raréfaction des ressources énergétiques fossiles et nucléaires, avec l'épuisement des gisements de pétrole, de gaz et d'uranium à très court terme (50 à 100 ans), privera les générations à venir de 85 % des sources énergétiques utilisées aujourd'hui. L'augmentation du prix de ces énergies, qui les rendent inaccessibles ou peu accessibles à une grande partie de la population de la planète, engendre une précarité énergétique croissante.

Cependant, le développement des ressources renouvelables et les avantages qui y sont liés offrent de grands potentiels :

- pas ou peu d'émissions de CO₂ (dérèglement climatique) ni de déchets nucléaires ;
- une meilleure répartition des ressources souvent décentralisées donc plus accessibles aux populations rurales ;
- la diminution de la dépendance énergétique, à toutes les échelles ;
- un développement socio-économique important : potentiel important de création d'emplois locaux, d'activités, de recherches...

LES PRINCIPES D'ACTIONS DU GERES :

- Les projets ont un intérêt socio-économique ou environnemental à caractère collectif.
- Les études et projets font l'objet d'une approche « filière », impliquant aussi bien l'offre que la demande.
- Les bénéficiaires des actions sont associés aux choix des activités à mettre en œuvre et participent le cas échéant à leur réalisation ; en particulier les acteurs productifs (agricoles par exemple) sont impliqués dans les schémas de développement de filières.
- Les partenariats locaux sont privilégiés pour la mise en œuvre des projets.
- Les capacités opérationnelles et de plaidoyer des parties prenantes sont renforcées.
- Les institutions (nationales et locales) sont impliquées dans les projets ou invitées à l'être.

LES GROUPES CIBLES DES INTERVENTIONS DU GERES DANS LE DOMAINE DES FILIERES D'ENERGIES PROPRES SONT :

Bénéficiaires directs

- les collectivités ;
- les services d'États ;
- les utilisateurs des services (populations, etc.) ;
- les ONG locales.

Bénéficiaires finaux

- les producteurs ;
- les artisans et professionnels des ENR (agriculteurs, petites entreprises) ;
- les utilisateurs des services (populations, etc.).

AFRIQUE DE L'OUEST

LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DES AGROCARBURANTS LOCAUX AU BENIN ET AU MALI

CONTEXTE

La promotion des agrocarburants est, depuis plusieurs années, hissée sur le devant de la scène internationale. Les pouvoirs publics occidentaux ont aujourd'hui l'ambition de les intégrer dans leur « paquet » énergétique. Une directive européenne de 2005 propose pour objectif que les pays de l'Union utilisent au moins 5,75 % de biocarburants dans le transport à l'horizon 2010.

Face à cet emballement « politico médiatique », des intellectuels, des scientifiques et des ONG ont pointé du doigt les risques d'une telle mesure : mobilisation de surfaces arables au dépend de l'alimentation, impacts négatifs du modèle agro-industriel sur l'environnement et le tissu social des pays tiers.

Le GERES partage ces mêmes inquiétudes. Néanmoins, son ancrage dans les zones rurales des pays du Sud l'amène à mesurer la question, dès lors qu'il s'agit de répondre à une problématique de précarité énergétique.

Aussi, dès 2007, le GERES a engagé des études dans trois pays d'Afrique de l'Ouest - Bénin, Mali et Niger - pour réaliser un diagnostic sur la pertinence de développer ou non la production d'agrocarburants. Il en résulte que celle-ci s'avère opportune, voire vitale à l'échelle locale, dans un cadre strictement défini par une filière de proximité.



ACTION EN 2008

Au stade actuel de la connaissance des risques et des incertitudes liés à la production agricole à but énergétique, l'objectif du GERES a été d'expérimenter une production locale d'huile végétale pure à base de pourghère (*Jatropha curcas*) cultivé en agriculture familiale. Cet agrocarburant, moins cher que le diesel et plus disponible localement, est destiné en premier lieu à servir les besoins de consommation énergétique des zones de production (groupes diesel, moulins de quartier, motopompes...). A cela, s'ajoute le développement de nouveaux services. Si le Niger a été rapidement écarté en raison du contexte pédoclimatique défavorable et de la priorité à donner aux cultures vivrières dans les usages de l'eau, les contextes maliens et béninois ont montré un potentiel encourageant et une forte mobilisation paysanne.

Compte tenu du caractère pérenne mais néanmoins saisonnier de la culture de pourghère, le printemps 2008 a été consacré à une mise en culture expérimentale de cette plante qui demande 3 à 4 ans avant d'arriver à maturité.

Au Mali, 300 ha ont été plantés, mobilisant 700 paysans, dans la région de Koutiala dont le chef-lieu communal est desservi par un réseau d'électricité décentralisé alimenté par des groupes diesel autonomes de 100 à 250 kVa.

L'opérateur privé d'électrification en délégation de maîtrise d'ouvrage par l'état malien, la société Yéelen Kura, est partie prenante de la démarche car il est le premier demandeur d'un carburant

disponible localement et meilleur marché que le gasoil. En parallèle, des tests d'huile végétale pure de coton sur un moteur de groupes électrogènes avec un kit de bicarburation ont été réalisés.

Sur le terrain agricole, un travail de diagnostic paysan vis-à-vis des agrocarburants a aussi été entamé pour mieux appréhender leurs attentes à ce sujet.

Au Bénin, l'électrification rurale décentralisée n'est pas une réalité. En dehors du transport, le gasoil est essentiellement utilisé par les équipements stationnaires de type moulins de quartier, motopompe ou petits groupes électrogènes. Le projet vise donc à substituer tout ou partie de ces besoins. En 2008, à l'échelle expérimentale, 25 ha ont été plantés dans le département du Zou au Bénin. Le Centre Régional de Promotion de l'Agriculture s'est fortement impliqué dans l'accompagnement d'une cinquantaine de producteurs pilotes.

PERSPECTIVES

Sur les 2 territoires, les plans expérimentaux portent sur les choix de plantations (en haies vives ou en cultures associées) et sur les itinéraires techniques (plein champ, pépinières).

En partenariat avec le bureau d'études IRAM, le GERES a également engagé un double travail méthodologique :

- réaliser un dispositif de suivi-évaluation des projets agrocarburants ;
- mener une étude préparatoire sur les modèles économiques associés à la filière de proximité.

Ce travail, engagé en 2008, s'inscrit comme le début d'un programme pilote d'une durée minimale de 4 ans visant à valider l'ensemble des référentiels : viabilité et durabilité de la production d'huile végétale pure de *Jatropha curcas* dans les deux contextes retenus.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de développement (IRAM)

La phase pilote en cours (2008-2010) est menée avec l'appui du Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) et de l'Institut International de l'Eau et l'Environnement (2IE).

LES PARTENAIRES LOCAUX AU BENIN

Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maitrise de l'Energie (ABERME)

Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement Economique et Social (CEBEDES)

Centre Régional de Promotion de l'Agriculture (CeRPA)

Groupe de Recherche Scientifique et Technique sur les Energies Renouvelables (GRSTER)

LES PARTENAIRES LOCAUX AU MALI

Association Malienne d'Eveil au Développement Durable (AMEDD)

Société de Services Décentralisés Yéelen Kura (SSD)

Agence Malienne pour le Développement de l'Energie domestique et de l'Electrification Rurale (AMADER)

Centre National de l'Energie Solaire et des Energies Renouvelables (CNESOLER)

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne (financement « Facilité Energie » UE-ACP)

Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE)

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)

Fondation Prince Albert II de Monaco

Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

Fondation Poweo

Total - Développement durable et environnement

CAMBODGE

FILIERES DURABLES BIOMASSE ENERGIE AU CAMBODGE

CONTEXTE

Au Cambodge, le bois énergie représente 85% de l'énergie consommée. La cuisson domestique (y compris en zones urbaines), l'industrie textile, les briqueteries, la production de charbon ou de sucre de palme sont autant de secteurs fort consommateurs de bois de feu qui font pression sur les écosystèmes forestiers. Aussi longtemps que le bois énergie ne sera pas géré et planifié, il ne pourra être considéré comme une source d'énergie renouvelable. A ce jour, la grande part du bois et du charbon consommés, notamment à Phnom Penh, est issue de zones protégées.

ACTIONS EN 2008

Dans ce contexte, le GERES a initié en 2008, un projet pilote visant à démontrer qu'à terme, avec une gestion raisonnée de la ressource en biomasse, l'offre peut égaler la demande. La zone d'opération couvre environ 100 000 ha et concerne une population de 200 000 habitants. Le GERES s'est engagé sur le long terme pour que la production de biomasse permette aux populations locales de pérenniser leur mode de vie, d'être les acteurs de leur développement et les gestionnaires de leurs ressources.

Les actions déjà entreprises sont des plantations modèles, privées ou communautaires, un parcellaire de la zone associé à des options de gestion et un diagnostic forestier. Un travail de recherche sur une technologie de four à carbonisation efficace est mené en parallèle pour améliorer l'efficacité de la fabrication du charbon de bois.



PERSPECTIVES

L'année 2009 verra la consolidation de systèmes de production décentralisés de biomasse ainsi que la validation technique et économique de modèles de production efficace de charbon de bois, pour permettre le développement des premières filières de biomasse certifiées « renouvelables » (bois et charbon de bois). L'équipe se penchera également sur les potentialités de mobilisation de ressources financières liée à la déforestation évitée, prévus le Protocole de Kyoto sur le changement climatique. Elle établira de liens commerciaux entre producteurs et utilisateurs de biomasse et dispensera des formations aux associations de producteurs de charbon.

LES PARTENAIRES LOCAUX

Communautés villageoises

FRANCE

PETITE HYDROELECTRICITE ET ENVIRONNEMENT EN REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR (PHEE)

CONTEXTE

Tantôt prônée comme une énergie verte, tantôt décriée pour son impact sur les milieux aquatiques, la petite hydroélectricité est objet de conflits. Elle se situe en effet à l'interface de deux préoccupations contemporaines majeures : l'eau et l'énergie.

Ces préoccupations sont aujourd'hui légitimées par deux directives européennes qui fixent des objectifs ambitieux : atteindre le bon état écologique des eaux en 2015, consommer 21% d'électricité d'origine renouvelable en 2010.

Plutôt que de les opposer, et soucieux de concilier développement des énergies renouvelables, protection des milieux aquatiques et usages sociaux de l'eau, le GERES développe depuis 2007 une démarche d'animation sur la thématique de la petite hydroélectricité en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. La mission régionale Petite Hydroélectricité et Environnement (PHÉE), a ainsi pour ambition d'accompagner le développement et l'optimisation de projets de petite hydroélectricité, en y intégrant les conditions de protection des milieux aquatiques et de production d'énergie renouvelable. Pour ce faire, la mission propose différents outils, documents et événements qui visent à bâtir une culture commune de la petite hydroélectricité en PACA.



ACTIONS EN 2008

Au delà des réunions et des visites de terrain entre les acteurs et les institutions rattachés aux différents usages de l'eau, les principales actions menées en 2008 sont :

- la préparation d'un référentiel d'appréciation de projet, avec tous les acteurs institutionnels de la filière ;
- le recensement de 20 nouveaux projets en région et l'accompagnement actif de 5 d'entre eux vers l'amélioration environnementale ;
- la mise en ligne d'un site internet d'information et de sensibilisation sur les enjeux de la petite hydroélectricité en PACA. <http://phee.geres.eu>.

PERSPECTIVES

Ce travail d'animation de filière s'inscrit dans la durée. Le référentiel d'appréciation de projets aboutis servira de base à la publication, en 2009, d'un guide d'aide à la décision. De nouveaux projets seront recensés, accompagnés et relayés par les actions de communication de la mission PHÉE. A terme, la cohésion des services et de la communication sera renforcée.

PARTENAIRES TECHNIQUES

La mission PHÉE est co-animée par le GERES et la Maison Régionale de l'Eau (MRE).

COMITE DE PILOTAGE

Agence de l'Eau – bassin Rhône Méditerranée Corse
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)
Direction Régionale de l'Environnement (DIREN PACA)
Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche (DRIRE PACA)
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

PARTENAIRES FINANCIERS

Maison Régionale de l'Eau (MRE)
Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES)
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDE

ELECTRIFICATION PAR MICRO-HYDRAULIQUE AU LADAKH

CONTEXTE

Les états du Jammu-Cachemire et de l'Himachal Pradesh situés dans l'ouest de l'Himalaya indien sont en grande partie constitués de villages enclavés dans des vallées désertiques à plus de 3 000 mètres d'altitude : le Ladakh au Jammu-Cachemire, Lahaul et Spiti en Himachal Pradesh.

Ce désert froid est caractérisé par un long hiver rigoureux (novembre à mars), une faible pluviométrie (50 mm par an) et une biomasse rare.

Dans ces zones isolées, installer un réseau électrique pour desservir les villages n'est réalisable ni techniquement, ni économiquement. L'absence d'électricité est un frein au développement social et économique. Les maisons sont éclairées le soir par des lampes au kérosène. Les artisans locaux, qui utilisent des outils manuels, ne peuvent pas être compétitifs avec les produits fabriqués dans les centres urbains.

Cependant, dans les montagnes himalayennes les glaciers alimentent des rivières qui peuvent être utilisées pour produire l'énergie électrique nécessaire.

ACTIONS EN 2008

Le projet est destiné aux habitants des districts de Leh (Nubra, Sham, Chang Tang, Leh) et de Kargil (Zanskar, DRASS, Suru vallée de Kargil), dans l'État du Jammu-et-Cachemire et aux habitants des districts de Lahaul et de Spiti dans l'Himachal Pradesh.

Il vise à développer les activités mises en place depuis 2005 dans 10 villages électrifiés par le projet entre 2005 et 2007 (5 à 25 kW par village)

Ce projet a permis aux communautés villageoises d'installer des machines pour les utilisations suivantes :

- service : 7 moulins électriques, 2 extracteurs d'huile ;
- production : 2 scieries, 2 menuiseries ;
- domestique : éclairage, radio, barattes à beurre, etc.

Un Comité Villageois d'Electrification a été formé à la gestion de la centrale micro-hydraulique : collecte des paiements mensuels des utilisateurs (domestique, machine), panification de l'utilisation des machines productrices, maintenance de la centrale micro-hydraulique...

Dans ce contexte, l'accès à l'électricité a permis aux villageois d'accéder à la modernité et de créer des emplois locaux, limitant ainsi l'exode vers les centres urbains.

PERSPECTIVES

Ce projet prend fin le 31 Mai 2009. L'accent sera mis sur la consolidation des compétences des Comités Villageois d'Electrification. Une évaluation externe sera menée en avril 2009.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Un réseau de 6 ONG met en œuvre le projet en partenariat avec le GERES :

Ladakh Ecological Development Group (LEDEG)

Ladakh and Health Organisation (LEHO)

Leh Nutrition Project (LNP)

Society for Knowledge and Responsibilities of Culture Health Education and Nature (SKARCHEN)

Spiti Trans Himalaya Action Group (STAG)

Bremen Oversea Development Agency (BORDA)

PARTENAIRES FINANCIERS

Commission européenne

Fondation Ensemble

Fondation Lord Michelham of Hellingly

GESTION DES DECHETS ET DES SOUS-PRODUITS D'ACTIVITE HUMAINE (GED)

LES INTERVENTIONS DU POLE GED ONT POUR FINALITES :

- la protection de l'environnement dans le cadre d'un développement durable (aspects sociaux et économiques)
- la valorisation des déchets domestiques et sous-produits d'activités économiques locales et la réduction de leur impact polluant

LE CONTEXTE :

L'utilisation intensive des ressources naturelles, et leur gaspillage, conduit à la raréfaction de celles qui ne sont pas renouvelables à l'échelle humaine

L'augmentation constante de la production de biens et de services génère des déchets de plus en plus variés, importants en quantité, et complexes dans leur composition

Les réglementations européennes et nationales orientent les politiques de gestion de déchets vers une valorisation maximale, une réduction à la source (moins de déchets générés), des transports limités et plus de transparence vis-à-vis de l'opinion publique

L'objectif global est de réduire l'impact des activités humaines, domestiques ou économiques, (généralisant entre autres, des déchets et sous produits)

Parmi les actions spécifiques du pole GED, le GERES :

- favorise le développement des filières durables de gestion de déchets, notamment en se basant sur le diagnostic du contexte local/global afin de proposer des solutions adaptées (techniquement et économiquement) et concertées (définir l'organisation des acteurs et permettre leur implication) ;
- accompagne les publics cibles et assure le transfert de savoir-faire sur la gestion des projets (logistique, économie, suivi-évaluation, concertation, etc.), et sur les aspects techniques (consignes de tri, processus de compostage) ;
- participe à la valorisation des déchets par la recherche de solutions techniques produisant peu de quantité, peu ou pas toxique ;
- responsabilise les producteurs (entreprises, collectivités, grand public) et les acteurs gestionnaires désignés, par exemple sur la nocivité de certains déchets et de certaines filières de traitement

LES GROUPES CIBLES DES INTERVENTIONS DU GERES DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DES DECHETS ET DES SOUS-PRODUITS D'ACTIVITE HUMAINE :

Les publics cibles sont les personnes qui prennent en charge tout ou partie de la gestion de leurs propres déchets ou de ceux dont ils sont responsables :

- les collectivités
- les entreprises agricoles et agro-artisanales
- le grand public (adultes et enfants)

CAMBODGE

VALORISATION ENERGETIQUE DE DECHETS COMBUSTIBLES AU CAMBODGE

CONTEXTE

Les activités urbaines et rurales au Cambodge, comme dans de nombreux pays du Sud, génèrent de grandes quantités de résidus et de déchets de biomasse qui, après transformation, pourraient être valorisés comme source d'énergie renouvelable sous forme de combustible. Dans ce contexte, l'intervention du GERES vise à initier et évaluer des actions de valorisation de déchets urbains et résidus agricoles sous forme de briquettes de charbon, alternative durable au charbon de bois issu de la déforestation et qui approvisionne aujourd'hui les grands centres urbains du royaume.

ACTIONS EN 2008

Initiée en milieu rural, avec une production pilote valorisant de la rafle de maïs dans la région de Battambang (Nord-Ouest), l'intervention en 2008 s'est concentrée sur la mise en place d'un site de production en milieu urbain, à Phnom Penh, la capitale. Démarré en 2007, ce projet d'une durée de 2 ans, vise à démontrer la faisabilité économique d'un modèle de PME « sociale » produisant des briquettes de charbon à partir de déchets de noix de coco. En chiffres, ce projet socio-environnemental a pour ambition de produire 500 kg de briquettes par jour et d'offrir un emploi stable à une vingtaine de chiffonniers vivant et travaillant actuellement sur la décharge de Phnom Penh. Ce projet initierait ainsi une première action de gestion des déchets verts dans la capitale.

Les principales réalisations en 2008 à Phnom Penh sont articulées autour de 4 axes :

- coordination globale du projet autour des partenaires techniques, financiers et la PME locale ;
- assistance à la création et la mise en place de la PME locale ;
- réajustement de la stratégie globale face au contexte économique difficile (inflation) ;
- mise en œuvre technique des actions pilotes de collecte des déchets, mise en place de certains équipements en atelier, préparation à la construction des locaux de la PME.

PERSPECTIVES

En 2009, les activités à Phnom Penh concerneront essentiellement :

- La construction des bâtiments ;
- La mise en place de la ligne de production et du système de collecte des déchets ;
- La coordination de la formation du personnel ;
- La mise en place de la stratégie « Mécanismes de développement propre » en vue d'accéder au marché du CO₂ ;
- L'appui au démarrage de l'activité de la PME locale ;
- Le bilan de mise en œuvre du projet ;
- Le suivi de l'activité (économique, social, technique).

A Battambang, il est nécessaire de rechercher de nouveaux partenaires techniques et financiers pour relancer l'activité et de redéfinir la stratégie de développement en milieu rural.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Pour un Sourire d'Enfant (PSE) à Phnom Penh

Association Supporting Disability for Development (ASDD) à Battambang.

PARTENAIRES FINANCIERS

Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE)

Pour un Sourire d'Enfant (PSE)

Communauté d'Agglomération Rouen Haute-Normandie

FRANCE

ANIMATION DE LA FILIERE COMPOSTAGE EN PACA

Définition concertée et mise en œuvre d'actions de promotion de la filière compostage en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

CONTEXTE

Impulsés par la nécessité de trouver des solutions de traitement des déchets, de nombreux projets de valorisation biologique des déchets ménagers en Provence-Alpes-Côte d'Azur laissent envisager un développement conséquent de la production régionale de compost. Cela implique le renforcement et la valorisation d'une véritable filière cohérente et de qualité.

Pour répondre à cet enjeu, l'ADEME PACA et le Conseil Régional ont confié au GERES la coordination d'une mission d'animation régionale. L'objectif est de mettre en œuvre, en concertation avec l'ensemble des acteurs, des actions concrètes pour la mise en place d'une filière compostage de qualité.

ACTIONS 2008

La première année de ce programme de 3 ans a été consacrée à la restitution des résultats des précédentes études (menées en partie par le GERES) ainsi que différents travaux préalables à la définition des actions à mettre en œuvre, à l'ensemble des acteurs de la filière.

PERSPECTIVES

Ce programme se poursuit en 2009 avec l'achèvement des études préalables aux actions de promotion de la filière compostage :

- une étude bibliographique et la synthèse des connaissances et des expérimentations existantes sur l'utilisation des composts en région méditerranéenne, réalisée par Orgaterre ;
- une enquête d'approfondissement des attentes des acteurs de la filière en PACA, réalisé par Ecotechnologie ;
- une analyse des différentes démarches similaires de promotion de la filière compostage en Europe, réalisée par le GERES ;
- une réunion technique de restitution des informations capitalisées, une session d'information-formation sur la maîtrise de la qualité des composts ainsi qu'une réunion d'échange sur le thème de la commercialisation de composts.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Orgaterre
Ecotechnologie

PARTENAIRES FINANCIERS

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

PROMOTION DU COMPOSTAGE INDIVIDUEL DANS LES BOUCHES DU RHONE

Développement de structures relais pour accompagner les opérations de compostage individuel dans les Bouches du Rhône

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Depuis 2004, le GERES travaille sur la promotion du compostage individuel en partenariat avec des jardins associatifs. L'objectif est de développer cette pratique en sensibilisant :

- les particuliers, enfants et adultes, qui vont réaliser le compostage chez eux
- les collectivités, qui ont la responsabilité de la valorisation des déchets ménagers

La démarche retient l'organisation d'actions de sensibilisation et d'information autour d'une aire pédagogique aménagée dans cinq jardins associatifs. Un animateur est chargé d'y présenter les différentes techniques de compostage individuel « grandeur nature ».

Le jardin devient ainsi un lieu ressource sur le compostage individuel, sur lequel peut s'appuyer la collectivité pour accompagner les particuliers qui se lancent dans le compostage.



ACTIONS 2008

Cette année 2008 fut le lancement d'un nouveau programme départemental avec :

- la mise en place de 3 nouvelles structures relais pour le compostage individuel ;
- la sensibilisation des enfants et des adultes au compostage individuel : collèges, évènements ;
- des outils et des actions de communication : campagnes de presse, site internet (www.compostage-au-jardin.org), outils de communication ;
- des actions d'accompagnement : projet de compostage au jardin, sensibilisation projets collectifs, formation des animateurs et des professionnels des espaces verts.

PERSPECTIVES

En 2009, il est prévu de poursuivre l'opération et de développer le réseau des relais par l'intégration et l'accompagnement de 2 nouvelles structures sur les territoires de la Communauté du Pays d'Aix et l'Agglo-pôle Provence Berre-Salon-Durance. Ce programme se verra consolidé sur :

- l'accompagnement de projets micro-collectifs ;
- la sensibilisation en milieu scolaire ;
- le renforcement des compétences des animateurs du réseau.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Accueil et Rencontres (Marseille)

Jardins de l'Espérance (La Ciotat)

Croq'Jardin (Pays d'Aix)

Jardilien (Pays d'Aubagne et Etoile)

Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Rhône (Arles)

PARTENAIRES FINANCIERS

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)

Conseil Général des Bouches-du-Rhône

Communauté du Pays d'Aix

Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

DIAGNOSTIC DECHETS DANS LES COLLEGES BOUCHES DU RHONE

Gestion environnementale des déchets dans les collèges des Bouches du Rhône : diagnostic sur 10 collèges pilotes

CONTEXTE

Dans le cadre du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés des Bouches-du-Rhône, et des objectifs réglementaires de réduction à la source, de limitation des transports et de valorisation des déchets, il est intéressant d'intervenir auprès des collèges pour deux raisons :

- les actions de gestion environnementale des déchets au sein d'un collège comportent une forte valeur pédagogique ;
- les déchets organiques de restauration d'un établissement scolaire peuvent être valorisés in situ par des systèmes de compostage micro-collectifs adaptés.

Dès 2006, en partenariat avec GESPER, le GERES a démarré une opération visant optimiser la gestion des déchets dans les collèges des Bouches-du-Rhône, notamment par compostage. Ce programme se déroule en 2 étapes : le diagnostic et la mise en œuvre d'un plan d'action.

ACTIONS EN 2008

L'année 2008 a été une phase de transition entre la fin de la première étape et le lancement de la seconde :

- restitution à chaque collège des résultats des diagnostics et préconisations pour l'amélioration de certaines pratiques ;
- recensement des besoins et des attentes des collèges en matière d'équipements et de formation pour une meilleure gestion des déchets ;
- informations des collèges sur la réglementation et les prestataires existants ;
- lancement de la 2e étape : réunion de démarrage et sélection des collèges partenaires.

PERSPECTIVES

Il est prévu dans cette seconde étape d'accompagner les établissements sur la mise en œuvre des actions d'amélioration retenues :

- la formation des personnels ;
- la réalisation d'un guide des bonnes pratiques de gestion des déchets des collèges ;
- le conseil technique pour la mise en œuvre de système de compostage pour 2 collèges par GESPER.

PARTENAIRE TECHNIQUE :

Gestions de Proximité et de l'Environnement en Région (GESPER)

PARTENAIRES FINANCIERS

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)
Conseil Général des Bouches-du-Rhône

DEVELOPPEMENT D'OUTILS PEDAGOGIQUES SUR LE COMPOSTAGE

CONTEXTE

Encouragé par la réglementation, le compostage est une voie de valorisation des déchets ménagers vertueuse qui peut être mise en place à toutes les échelles : du foyer aux installations industrielles jusqu'à la collectivité entière.

Pourtant, il n'existe pas encore d'outil éducatif spécifique sur le compostage à destination des publics scolaires. Au regard des outils d'éducation à l'environnement existants, le GERES favorise la conception d'un outil pédagogique modulable selon :

- l'objectif à atteindre : de la simple information jusqu'à l'acquisition de nouveaux comportements ;
- les niveaux et les contraintes propres à chaque établissement ;
- les types de publics : adapté à chaque grade scolaires (collège, lycée, etc.) et aux activités d'éducation à l'environnement hors contexte scolaire.

ACTIONS EN 2008

Ce travail a commencé en 2008 avec une première analyse des besoins des utilisateurs potentiels, des outils existants ainsi que des programmes scolaires. Cette analyse a pu déboucher sur un cahier des charges pour la réalisation de l'outil. Enfin, la rédaction des différentes parties de l'outil a pu démarrer.

PERSPECTIVES

Suite à cette phase de conception qui se terminera en 2009, un prototype sera réalisé afin de lancer une série de tests en conditions réelles d'utilisation de l'outil en vue de son amélioration. Une fois l'outil finalisé, sa diffusion pourra alors commencer via les différents réseaux scolaires et d'éducation à l'environnement pour la rentrée 2010.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Il s'agit d'un travail collectif avec les acteurs régionaux de l'éducation à l'environnement :

Réseau GRAINE PACA

Pistes Sud

Jardins de l'Espérance

Naturoscope

Planète Sciences Méditerranée

PARTENAIRES FINANCIERS

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, délégation régionale (ADEME PACA)

Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CC)

Le pôle Changement Climatique se présente comme un pôle transversal aux programmes d'actions du GERES qui sont axés sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, et qui permettent de lutter contre les changements climatiques.

En ratifiant le protocole de Kyoto en 1997, les états les plus développés ont reconnu leur responsabilité historique dans les changements climatiques. Ils se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), en appliquant des mesures d'atténuation.

Si ces mesures sont prises au Nord (mutation des procédés industriels, sensibilisation des citoyens...), certaines régions du Sud ne sont pas moins vulnérables aux impacts du changement climatique. Plus précisément, les pays en développement doivent faire face à des difficultés d'adaptation qui leur sont propres. Le manque de moyens financiers et technologiques, et l'extrême fragilité des équilibres naturels et de la disponibilité des ressources représentent en effet des obstacles majeurs.

A cette vulnérabilité climatique se superpose une extrême fragilité économique et sociale due à la hausse des prix des produits pétroliers et des matières premières.

La solidarité climatique implique donc d'établir des liens étroits entre les pays développés et le monde en développement. Il s'agit notamment d'accompagner les sociétés dans leur adaptation au changement climatique et à en atténuer les effets.

Afin de traduire cet accompagnement en résultats, il est essentiel que les actions menées dans les pays en développement concilient lutte contre les changements climatiques et lutte contre la pauvreté. C'est l'engagement pris par le GERES aujourd'hui.

LES PRINCIPES D' ACTIONS DU GERES

Une sensibilisation est menée au Nord comme au Sud (entreprises, particuliers, institutions, secteur touristique) sur des pratiques visant protection du climat et réduction de la pauvreté. La notion de « compensation » est proposée en dernier recours et lorsque toutes les mesures de réductions des émissions ont été explorées.

Pour une représentation plus importante et active des ONG du Sud dans les discussions internationales, le GERES renforce leurs capacités opérationnelles, les forme sur les instruments financiers du protocole de Kyoto, et facilite leur participation aux négociations internationales

Les collaborations établies avec l'ensemble des parties prenantes si variées soient-elles (entreprises, particulier, recherche, acteurs du développement) se fondent sur ce principe essentiel de la solidarité climatique.

LES GROUPES CIBLES DES INTERVENTIONS DU GERES POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE:

Bénéficiaires directs

- le secteur privé
- les organisations de solidarité internationale
- les décideurs
- les particuliers

Bénéficiaires finaux

- les populations au Nord et au Sud

INTERNATIONAL

La prise en compte du changement climatique dans les projets du GERES

Les interventions du pôle Changement Climatique ont pour finalité de répondre aux défis de transformation sociétale vers un modèle plus juste et sobre en carbone.

CONTEXTE

La destruction des milieux et le niveau d'émissions de polluants qui résultent de nos modes de vie suivent à l'échelle globale une trajectoire inquiétante pour l'avenir de la planète. Chaque nouveau résultat scientifique rend compte d'une aggravation accélérée du réchauffement climatique. Afin de limiter les dommages, il s'agit :

- de ralentir cette course destructrice en atténuant les émissions ;
- de changer notre cap vers un modèle de développement propre et sans carbone ;
- de se préparer aux impacts par des mesures d'adaptation.

Les pays industrialisés sont historiquement responsables de la pollution de l'atmosphère, pourtant ce sont les pays les moins avancés qui sont d'ores et déjà les plus affectés par le changement climatique. Et celui-ci semble exacerber la plupart des iniquités préexistantes : élévation du niveau des mers, désertification, accès à l'eau, sécurité alimentaire, conflits entre usages des terres, forêts naturelles et sécurité alimentaire, conflits pour le contrôle de ressources stratégiques, extension des maladies parasitaires, etc.

Le GERES développe le concept de **Solidarité climatique** dans différents domaines :

- sensibiliser au changement climatique, via les médias grand public, par des actions auprès de la jeunesse, des acteurs du développement et de l'économie solidaire, des décideurs, etc.
- accompagner les entreprises, les associations et les institutions publiques désireuses de transformer leurs pratiques, au Nord comme au Sud, par des activités d'audit climat et d'audit énergétique ;
- Elargir l'échelle des projets et former les acteurs du développement et de l'économie solidaire notamment à la finance carbone, en veillant qu'une part significative des revenus serve la réduction de la pauvreté ;
- créer une alliance internationale de porteurs de projets pour mutualiser les expertises et l'accès au marché du carbone.

PARTICIPATION A LA CONFERENCE DE POZNAN

CONTEXTE

En décembre 2008 s'est déroulée la 14^{ème} Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques à Poznań, en Pologne. 190 états se sont réunis pour négocier l'accord qui succédera au Protocole de Kyoto entré en vigueur en 2005 et arrivant à échéance fin 2012.

C'est la deuxième année consécutive que le GERES participe aux négociations internationales sur le climat, mais les valeurs portées par l'association ne trouvent pas les échos espérés dans les négociations. En effet, si la Solidarité climatique est connue des acteurs du développement, elle est encore trop peu prise en compte par les délégations officielles. La Solidarité climatique traduit l'idée que la responsabilité historique des pays développés dans le changement suppose leur implication dans des actions concrètes au quotidien. Le GERES agit pour que cette notion soit promue et reconnue par tous.

ACTIONS

En marge des négociations, les Nations Unies prévoient la participation des ONG dans un cadre associatif. Ce cadre permet notamment au GERES d'exprimer ses idées et de partager un positionnement et un certain nombre de valeurs, au rang desquelles se hisse le concept de Solidarité climatique. Le message porté par le GERES est simple : des solutions climatiques doivent être envisagées dans une perspective globale de développement économique et social. La mise en place d'un développement propre, sobre en énergie, doit être une priorité dans les négociations.

Dans les coulisses des négociations, les ONG ont aussi un accès direct aux décideurs et peuvent organiser des rencontres qui ne pourraient pas avoir lieu autrement. C'est ainsi que le GERES a organisé une conférence de presse et un évènement parallèle (side event) rassemblant une centaine de personnes issues des ONG mais aussi des bailleurs de fonds, des journalistes et des représentants de délégations officielles.



PERSPECTIVES

Le temps des négociations est un moment privilégié pour franchir des étapes décisives et mobiliser rapidement des personnes clés. Déjà présent à Bali en 2007, le GERES avait réussi à influencer les négociations en cours sur le Mécanisme de Développement Propre (MDP). Par un travail actif au sein du réseau international HEDON, le GERES avait réussi à convaincre les décideurs de la nécessité d'intégrer une méthodologie sur la biomasse non renouvelable aux mécanismes de développement propre.

Toutefois il est nécessaire d'aller plus loin. La notion de « carbone social » doit être appréhendée pendant les négociations. Il s'agit de différencier clairement les crédits carbone issus de projets industriels de ceux issus de projets de développement et qui, en plus de contribuer à la lutte contre les changements climatiques, améliorent les conditions de vie des plus démunis. C'est le message que portera le GERES à la 15ème Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009.

PARTENAIRES FINANCIERS

Crédit Coopératif
Macif

ACCOMPAGNEMENT DES ONG EN ASIE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Carbone Solidarité Asie

CONTEXTE

Le marché du carbone est en croissance exponentielle depuis 2005. Il pourrait atteindre les 3 000 milliards de US\$ par an en 2020, devenant ainsi le premier marché de matières premières au monde devant les produits pétroliers. (Source : pointcarbon2008).

Pourtant il est improbable que ces fonds pour un « développement propre » aident à améliorer le quotidien de milliards de démunis : ces mécanismes financiers créés pour des projets industriels sont inadaptés aux projets de réduction de la pauvreté.

L'accès à la finance carbone nécessite de surmonter de multiples barrières :

- Les méthodologies du Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) du protocole de Kyoto sont inadaptées aux besoins des pauvres : peu de projets de développement social accèdent à ce type de financement, ou alors dans des conditions défavorables.

- Les coûts de « conformité » (études, recherches, enregistrement, audit) sont prohibitifs pour les ONG et les éco-entreprises locales : seuls les plus gros projets peuvent recouvrir ces coûts.
- La complexité des mécanismes en fait un domaine d'experts où les intermédiaires (consultants, firmes d'agrégation de carbone et négociants) captent la majeure partie de la valeur ajoutée : par manque de capacités, les porteurs de projets sacrifient une part déraisonnable de la valeur aux intermédiaires.
- L'asymétrie flagrante entre acheteurs de carbone (banques d'investissement internationales) et les porteurs de projets est telle que le partage des recettes et des risques est très inéquitable.

ACTIONS ET PERSPECTIVES

Fort de son succès et de sa position pionnière dans le domaine, le GERES tente de remédier à cette situation par la création d'une alliance internationale des porteurs de projets.

Il s'agit de mutualiser les moyens, les expertises et l'accès au marché du carbone pour :

- accélérer le déploiement de technologies propres qui réduisent la pauvreté ;
- standardiser les procédures ;
- garantir la transparence des flux de crédits et de finance carbone, et assurer la conformité des projets avec les meilleurs standards de qualité disponibles ;
- maximiser la valeur du carbone pour le développement durable, en partageant la veille économique, les négociations, les risques et en réduisant les tarifs des prestataires.

Cette initiative, annoncée à la Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques en décembre 2007 à Bali, a franchi un premier pas en avril 2008 à Phnom Penh avec l'Assemblée Générale fondatrice de Carbon Solidarity Asia (CSA).

Dans sa forme temporaire constituante, CSA rassemble 10 ONG et éco-entreprises asiatiques et 2 ONG internationales de développement. Un groupe de travail s'est réuni en juin 2008 à Singapour, et s'est mis en recherche active de sponsors et partenaires.

L'avancement a été présenté à la conférence climat des Nations Unies à Poznań ; et l'alliance devrait officiellement voir le jour au 2e trimestre 2009 à Singapour.

MEMBRES FONDATEURS DE CSA

Approtech Asia aux Philippines, ARTI (Appropriate Rural Technology Institute) en Inde, CEDAC (Centre d'Etudes et de développement Agricole Cambodgien) au Cambodge, CRT/N, (Centre for Rural Technologies) au Népal, IDEA (Integrated Development Association) au Sri Lanka, Pt. Jimbaran Lestari en Indonésie, VERC (Village Education Resource Centre) au Bangladesh, YDD (Yayasan Dian Desa) en Indonésie, GERES, Rare Conservation, USA (ONG de protection de l'environnement, présente en Afrique, Asie, Caraïbes, Amérique Latine et Pacifique).

CAMBODGE

SENSIBILISATION AUX IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

CONTEXTE

Le Cambodge est l'un des pays en développement le plus sévèrement touché par les changements climatiques, un problème écologique mondial causé principalement par les émissions de gaz à effet de serre des pays développés depuis le 18e siècle.

Si le développement économique a toujours eu lieu au détriment de l'environnement, entre autres à cause de la consommation des combustibles fossiles, le Cambodge ne doit pas répéter la même erreur. Ce pays est au croisement de plusieurs effets néfastes du changement climatique : modification des précipitations, répétitions des fortes tempêtes, altération des cycles saisonniers et augmentation du niveau de la mer. Le secteur agricole, vital pour l'économie du Cambodge, est particulièrement vulnérable. Les impacts du changement climatique sur ce secteur ont déjà fait sentir, entre 1998 et 2002, une diminution des rendements de la production de riz, à 70% en raison d'inondations et à 20% à cause de la sécheresse. En outre, la capacité du Cambodge à

s'adapter aux impacts du changement climatique est limitée, par conséquent les effets dans cette région d'Asie seront particulièrement dévastateurs.

ACTIONS ET PERSPECTIVES

Par une large sensibilisation, GERES Cambodge souhaite aider les acteurs impliqués dans le développement économique du pays à comprendre les implications des différentes voies de développement.

Afin de réduire les émissions de gaz à effet de serres et les effets du changement climatique, les Cambodgiens ont besoin d'être davantage conscients de ses causes et ses impacts. C'est seulement alors qu'ils pourront entreprendre des actions efficaces pour y faire face, tant en termes d'atténuation que d'adaptation.

C'est en ce sens que le GERES a entrepris un programme de sensibilisation depuis 2007. A ce jour, les principales réalisations sont :

- conférences dans les universités (sensibilisation des étudiants et des professeurs) et au sein des ONG en demande ;
- création d'outils d'information, éducation et communication grand public (chansons, karaoké sur le thème du changement climatique), DVD d'interview des personnalités locales (politiques et artistes) ;
- relations presse : talk-shows radio et télévision ;
- événements grand public ;
- développement d'outils internet pour l'auto-formation au changement climatique.

Les perspectives pour ce programme sont de multiplier les conférences, de développer les supports d'information (brochures, glossaire en langue khmère, etc.), de participer à de nouveaux événements (semaine de l'environnement, rendez-vous sur les thématiques du développement durable, etc.), d'élargir les réseaux et de fournir une assistance technique aux partenaires.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Ministère cambodgien de l'Environnement

Ministère cambodgien de l'Industrie, des Mines et de l'Energie (MIME)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Center for Study and Development in Agriculture (CCCEM)

Plan Cambodia (ONG Plan international)

FRANCE

SENSIBILISATION AUX IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

CONTEXTE

En France, depuis plus de six années, le GERES met en œuvre des actions concrètes pour limiter les émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique. Thématique transversale au GERES, la sensibilisation aux impacts du changement climatique est maintenant bien encadrée, notamment par sa capacité à mobiliser et renforcer les réseaux des acteurs (partenaires, grand public, entreprises) qui prennent part à cette lutte.

La sensibilisation se traduit principalement par le pilotage des Espaces Infos Energie (EIE Marseille Provence et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile) et par le programme CO₂Solidaire (compensation volontaire des émissions de gaz à effet de serre).

ACTIONS ET PERSPECTIVES

Dans le cadre de leur mission d'information aux particuliers sur les questions de maîtrise de l'énergie, les conseillers des EIE mènent des campagnes de sensibilisation par des interventions en milieu scolaire présentant les enjeux et les impacts du changement climatique.

Avec CO₂Solidaire, qui fut en 2004 le premier programme de compensation carbone volontaire à voir le jour en France, le GERES a su construire un véritable outil de sensibilisation particulièrement

efficace, notamment à travers une approche intégrée de la Solidarité climatique. En outre, ce programme génère des sources de cofinancement assurant l'indépendance de la structure et l'intégrité des projets.

Ainsi, le GERES est de plus en plus souvent sollicité, via les EIE et CO₂Solidaire, par les particuliers, associations, entreprises ou collectivités, pour les aider à comprendre les enjeux liés au changement climatique et les inciter à limiter leur impact sur la planète.

Dans le cadre du programme CO₂Solidaire, le GERES a participé en 2008 à plusieurs événements qui lui ont permis d'affirmer son rôle d'intervenant sur le thème du changement climatique

INDE

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU LADAKH

CONTEXTE

Au cours des dernières années, les impacts du changement climatique ont été de plus en plus visibles dans les régions du Ladakh et de Lahaul et Spiti, situées dans les déserts froids de l'Ouest Himalaya indien. La nature des précipitations et des chutes de neige a changé : il neige moins en hiver et pleut davantage en été. La fonte des petits glaciers affecte le débit des cours d'eau. L'élévation des températures crée des conditions favorables à l'invasion des insectes et des parasites.

ACTIONS

Sur quatre années (2008-2012), le GERES déploie un projet visant à :

- analyser les impacts du changement climatiques sur les moyens de subsistance des populations rurales ;
- élaborer des solutions et des mécanismes d'adaptation afin de permettre aux communautés de faire face aux impacts du changement climatique ;
- sensibiliser les populations et les autorités publiques aux risques du changement climatique et les informer sur les possibilités d'adaptation.

Les activités mises en œuvre en 2008 associent l'approche scientifique et la perception des communautés :

- évaluation de l'impact des changements climatiques dans huit villages ;
- analyse des données climatiques de ces 35 dernières années ;
- enquêtes auprès de 30 communautés (570 villageois) ;
- création et diffusion d'outils de communication et de sensibilisation à grande échelle (messages radiophonique, films télévisés et affichage) ;
- collaboration avec le gouvernement local (Ladakh Autonomous Hill Development Council, LAHDC), le département de météorologie (Indian Air Force) et les réseaux éducatifs.

PERSPECTIVES

Les objectifs à moyen terme visent d'une part à élaborer des solutions d'adaptation, et d'autre part à développer des stratégies de communication en direction des 35 villages et des écoles dans le cadre d'une campagne de sensibilisation aux changements climatiques.

PARTENAIRES

Le projet est mis en œuvre en partenariat avec un réseau d'ONG locales:

Ladakh Ecological Development Group (LEDEG)

Ladakh and Health Organisation (LEHO)

Leh Nutrition Project (LNP)

Ecosphere (Spiti)

Student and Cultural Movement of Ladakh (SECMOL)

AUTRES

BURKINA FASO

PHAVA : PHARMACOPEE VALORISEE

CONTEXTE

Depuis la fin des années 90, le GERES agit au Burkina Faso en faveur d'une professionnalisation et d'une reconnaissance officielle de la pharmacopée locale. Dans un pays où 80 % de la population continue de recourir au secteur informel de la médecine traditionnelle, la pression sur les plantes médicinales et la diversification de l'offre en remèdes sont devenues des problèmes croissants.

A travers son programme PHAVA (Pharmacopée Valorisée), initié en 1999, le GERES a choisi d'accompagner les principales associations de tradipraticiens du Sud Ouest et du Centre Nord du Burkina Faso (environ 500 personnes) pour une insertion de leur profession dans le système de santé public et une amélioration de leurs pratiques de fabrication.

ACTIONS EN 2008

La phase II (2005-2008) du programme est conduite en partenariat par GERES Burkina Faso et la Direction de la Médecine et de la Pharmacopée traditionnelle du Ministère burkinabé de la Santé, qui ensemble, ont coréalisé des actions selon 3 axes :

- l'insertion de la pharmacopée locale dans le système de santé public (législation, concertations public-privé...) ;
- l'amélioration de la qualité des produits ;
- la gestion des ressources végétales et de l'environnement.

Cette dernière année 2008 a été principalement consacrée à des ateliers de formation aux bonnes pratiques de récolte et de fabrication ; ainsi qu'à un travail abordant la problématique « pharmacopée et VIH », (information sur les interactions, détection de la maladie par les tradipraticiens).

PERSPECTIVES

A partir de 2009, le programme PHAVA laisse place à un travail plus spécifique sur la pérennisation des ressources végétales par la mise en place de bosquets. En plus des formations aux bonnes pratiques de fabrication des médicaments, le projet propose aux tradipraticiens de les accompagner à la protection de la biodiversité. 3 formations seront dispensées sur les thèmes de la récolte, l'entretien du jardin, la gestion de la pépinière et la production de plants.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Direction de la Médecine et Pharmacopée Traditionnelle
Les Directions Provinciales de Santé du Ministère burkinabé de la Santé
Antennes Régionales des Semences Forestières (ARSF)
Ministère burkinabé de l'Environnement et du Cadre de Vie.

PARTENAIRES FINANCIERS

Ministère burkinabé de la Santé
Ministère burkinabé de l'Agriculture
Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)
NOVexpert
Parc Zoologique de Thoiry

PUBLICATIONS

GUIDE DE BONNES PRATIQUES « CLIMAT, ENERGIE, DEVELOPPEMENT »

CONTEXTE

Les changements climatiques bouleversent les équilibres environnementaux, économiques et sociaux des pays. L'actualité montre que ce sont particulièrement les pays en développement les premiers touchés par ces dérèglements. Pour s'adapter, les populations doivent faire appel à de nouvelles sources d'énergie, mieux utiliser les sources existantes, modifier leurs pratiques agricoles, etc. Des interactions fortes existent entre climat, énergie et développement, mais bien souvent, l'information disponible s'avère éparse ou insuffisante.

Il est pourtant nécessaire de fournir aux parties prenantes, et notamment aux ONG, des éléments d'aide à la décision et des informations techniques pour les accompagner dans leurs projets de lutte contre les changements climatiques.

Pour ce faire, le GERES a jugé indispensable de réunir dans un même ouvrage l'ensemble des solutions existantes dans ces domaines. C'est ainsi que le guide de bonnes pratiques « Climat, Energie, Développement », publié en décembre 2008, hiérarchise ces priorités d'action. Il explique les enjeux liés à l'impact sur le climat et les différents mécanismes de financement. À ce titre, il représente un outil concret pour les acteurs du développement.

PRESENTATION

Le guide compte 150 pages. Il est publié en français et en anglais. Deux chapitres introductifs présentent le contexte ainsi que les mécanismes institutionnels et financiers de lutte contre les changements climatiques.



Le cœur de l'ouvrage est constitué de 18 fiches classées en 5 domaines d'intervention :

- énergie à usage domestique ;
- énergie et bâtiment ;
- services énergétiques de proximité ;
- valorisation des déchets ;
- agricultures et forêts durables.

Chaque fiche introduit des opérations exemplaires ou des technologies de lutte contre les changements climatiques. Elle se structure en 4 grandes sections :

- enjeux généraux et principe de la technologie ou de l'opération ;

- « mener une démarche projet » : mode d'emploi pour accompagner une action ;
- « contribuer à la lutte contre le changement climatique » : valoriser des réductions d'émissions de gaz à effet de serre ;
- « étude de cas » : illustration par un projet.

Le prix de vente du guide en Europe assure sa diffusion gratuite dans les pays du Sud. La diffusion du guide a été assurée grâce à une campagne de presse auprès de médias et d'information auprès des réseaux du GERES durant le premier trimestre 2009. Elle continuera tout au long de l'année 2009 à travers les autres actions de communication ou de sensibilisation du GERES (présence sur les événements, rappels dans campagne de presse, prospectus publicitaire en libre distribution, communication par ricochet dans les huit représentations du GERES dans le monde, etc.).

Par ailleurs, une version électronique du guide, en cours de réalisation sur l'année 2009, devrait être disponible au premier trimestre 2010.

PARTENAIRES AYANT CONTRIBUE A LA REDACTION DE L'OUVRAGE

Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)

Office National des Forêts – International (ONFi)

Bolivia Inti – Sud Soleil

Initiative Développement

Ainsi que des experts indépendants.

PARTENAIRES FINANCIERS

Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE)

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)

Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

LES FEMMES ET LES HOMMES DU GERES

LE CA ET LE BUREAU

Le Conseil d'Administration du GERES est composé de membres bénévoles, élus en Assemblée Générale.

Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2008 :

Thierry CABIROL (Président), René MASSÉ (vice Président), Jean-Louis RUSSAC (Trésorier), Pierre FAURE (Secrétaire), Jacques AUTHIER, Brigitte BLED, Kader BEKKAR, Robert CELAIRE, Jean-Paul PRUVOST

La direction administrative des activités du GERES est confiée à Alain GUINEBAULT, Délégué Général de l'association.

Mathieu RUILLET a été élu délégué du personnel en janvier 2008.

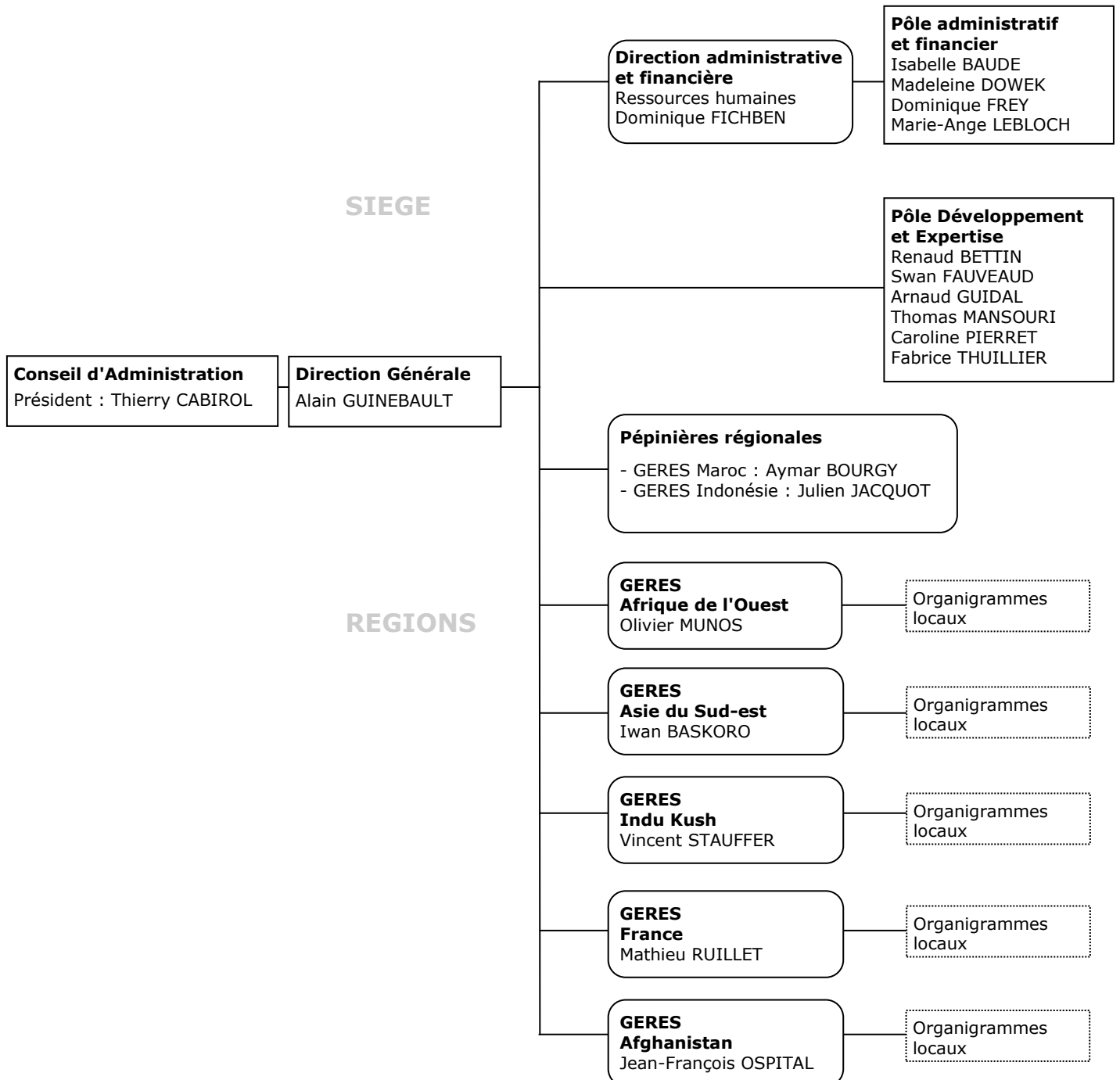
Les effectifs ont progressé de 24 % entre 2007 et 2008. Au 31 décembre 2008, le GERES compte 134 collaborateurs et collaboratrices salariés ou volontaires. 17 d'entre eux travaillent en France, 28 sont sous contrat expatrié et 106 sous contrats locaux.

De plus 89 collaborateurs sous contrat dans des ONG partenaires travaillent à temps complet sur des projets portés par le GERES.





ORGANIGRAMME FONCTIONNEL



RAPPORT FINANCIER

ANALYSE

En conformité à la législation, le GERES fait auditer ses comptes chaque année par un commissaire aux comptes. Ce rapport est disponible sur demande.

Il présente les grandes lignes de l'évolution de la situation financière au regard des orientations et des objectifs que s'étaient fixé le GERES. Pour éclairer la situation financière de l'association et ses enjeux à la clôture de l'exercice 2008, certains éléments doivent être soulignés :

BILAN

- L'exercice budgétaire 2008 est positif de 43 831 euros soit une progression de 68,2 % par rapport à 2007.
- L'actif circulant montre une augmentation sensible des créances clients. Cette situation provient essentiellement de la vente de crédits carbone pour un montant de 551 K€ le 29 décembre 2008, alors que le règlement est intervenu en janvier 2009. Cet écart se retrouve en partie au passif dans la rubrique « produits constatés d'avance ».
- La baisse du montant des disponibilités de près de 50 K€ montre une recherche d'amélioration de gestion de la trésorerie. A l'inverse, les placements prudents effectués ont progressé de près de 2 % grâce à une action volontariste de récupération des créances.
- L'affectation de la totalité du résultat positif de 2007 au fonds social permet à ce dernier de se consolider peu à peu.
- Une provision pour fin de carrière a été prise en compte pour la première fois cette année. Le GERES se met ainsi en conformité avec cette disposition conventionnelle (Syntec) en retenant les critères cumulatifs suivants : âge (50 ans révolus) et ancienneté (5 ans et plus) des salariés. Deux membres du personnel cumulent ces deux critères. Cette charge tendra inévitablement à s'alourdir dans les années à venir. La provision a été effectuée en tenant compte des montants actuels des salaires.

COMPTE DE RESULTAT

- Les dépenses suivent plus ou moins la courbe des produits d'activité. Malgré la charge supplémentaire représentée par la provision pour fin de carrière (38,5 K€), une augmentation substantielle des dépenses de séminaires (séminaire interne, 14^e conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Poznań), en plus des coûts directs consécutifs à une augmentation d'activité, les charges de personnel n'ont augmenté que de 13 %.
L'augmentation en charge des activités du GERES n'a été compensée que partiellement par des recrutements supplémentaires (+17 % entre 2007 et 2008 de salariés France et expatriés).

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

- Le compte d'emploi des ressources allouées représente 3 418 481 euros, en progression de 37,08 % par rapport à 2007, alors que les ressources obtenues en 2008 ont été de 3 462 313 euros, soit une augmentation de 37,40 %. Cette maîtrise des dépenses a permis au GERES de maintenir le niveau des frais de sièges à 10%, pourcentage bien inférieur à la moyenne constatée dans les autres ONG comparables à la notre.
- La répartition des ressources par pays évolue sensiblement vers un rééquilibrage de nos actions. 1/3 des ressources 2007 du GERES étaient affectées à l'Afghanistan. En 2008, 85% des ressources de l'association sont réparties de manière relativement équilibrée entre l'Afghanistan, le Bénin, le Cambodge, l'Inde et la France.
- 7 % des ressources du GERES sont consacrées à des productions telles que la publication du guide de bonnes pratiques « Climat-Energie-Développement » ou encore les fiches pédagogiques « Energies durables et développement en milieu rural en Afrique ».
- La répartition des ressources par pôle d'activité reste stable, sauf à remarquer une baisse de 6 % des activités du pôle « Services Energétiques et Développement Economiques Local ». Cette diminution est compensée par les ressources (7 %) générées en 2008 par le nouveau pôle d'activité « Changement Climatique ».

- Le rééquilibrage des sources de financement se poursuit. Les subventions de l'Union Européenne représentaient 44 % du budget total en 2006, 31 % en 2007 et seulement 27 % en 2008, pour un montant de 947 670 euros. Les fonds publics français représentent 34 %. Une forte augmentation des ressources financières provenant du secteur privé, des fondations ou encore du grand public permet au GERES de poursuivre la diversification de ses ressources. De 16 % en 2006, celles-ci atteignent 31 % en 2007 et 39 % en 2008.

BILAN AU 31 DECEMBRE 2008

ACTIF NET EN €	2008	2007	2006
ACTIF IMMOBILISE			
immobilisations corporelles	13 626	14 816	5 477
immobilisations financières, cautions	4 1476	4 476	3 153
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	18 102	19 292	8 630
ACTIF CIRCULANT			
créances clients	965 765	317 789	389 045
mémoires a établir	189 400	319 496	491 756
Placements court terme	786 506	772 533	0
disponibilité	4 111	55 645	57 692
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 945 782	1 465 463	938 493
TOTAL ACTIF	1 963 884	1 484 755	947 123

PASSIF NET EN €	2008	2007	2006
FONDS PROPRES			
fonds social	226 280	200 216	189 222
provision pour fin de carrière	38 493	0	0
résultat de l'exercice	43 831	26 063	10 994
TOTAL FONDS PROPRES	308 604	226 279	200 216
DETTES			
dettes fournisseurs	65 196	21 405	86 711
dettes fiscales et sociales	101 041	122 685	111 196
produits constatés d'avance	1 489 043	1 114 386	549 000
TOTAL DETTE	1 655 280	1 258 476	746 907
TOTAL PASSIF	1 963 884	1 484 755	947 123

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2008

COMPTE D'ACTIVITE	2008	2007	2006
CHARGES D'ACTIVITE			
ACHATS			
Prestations / Etude projet	440 017	169 208	218 919
transfert / projet	1 472 912	1 116 775	943 888
Matériels, divers / projet	45 745	10 269	11 836
Fournitures, consommables	16 273	11 441	8 615
TOTAL ACHATS	1 974 948	1 307 693	1 183 258
SERVICES EXTERIEURS			
Loyer	36 557	31 265	20 773
Locations mobilières	3 018	2 698	1 708
Charges locatives	2 011	1 678	2 160
Entretien réparation	6 673	5 354	5 079
Primes d'assurance	1 500	8 137	5 085
Documentation, abonnements	2 235	2 100	2 160
Séminaires conférences	10 697	1 237	2 773
Honoraires et Revenus Intermédiaires	32 737	21 671	11 003
Publications imprimés	44 493	24 539	12 898
Frais de séjour et déplacements	122 968	83 761	94 202
Réceptions	2 549	328	1 155
Téléphone et affranchissement	22 511	20 743	19 077
Services bancaires et assimilés	5 250	4 938	3 963
Adhésions et divers	5 421	3 831	2 690
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	298 618	212 277	184 726
IMPOTS ET TAXES			
Impôts	52 455	40 034	27 309
Formation du personnel	5 643	1 379	4 963
TOTAL IMPOTS ET TAXES	58 098	41 413	32 272
CHARGES DE PERSONNEL			
Rémunération du perso.	695 858	586 064	557 809
Volontaires Geres / projet	43 790	76 634	68 171
Indemnités stagiaires	22 409	9 592	7 516
Aide aux emplois jeunes	-8 471	-9 349	-29 828
Contrat Accompagnement dans l'Emploi	0	0	-3 322
Charges sociales	271 957	237 370	197 112
Assurances des volontaires	16 508	22 356	18 347
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	1 042 051	922 666	815 806
PROVISION ET AMORTISSEMENTS			
Dotation aux amortissements	5 594	6 531	5 035
Provision pour charges d'exploitation	38 493		
TOTAL PROVISION ET AMORTISSEMENTS	44 087	6 531	5 035
TOTAL CHARGES D'ACTIVITE	3 417 801	2 490 580	2 221 097

PRODUITS D'ACTIVITE	2008	2007	2006
Conventions	3 210 884	2 304 235	2 194 929
Vente d'ouvrages	122	598	699
Dons	224 871	200 015	30 897
Cotisation des membres	120	70	175
Remboursement de frais	894	2 971	1 641
Reprise de provision			3 094
TOTAL PRODUITS D'ACTIVITE	3 436 891	2 507 889	2 231 435

	2008	2007	2006
RESULTAT D'ACTIVITE	19 090	17 309	10 338

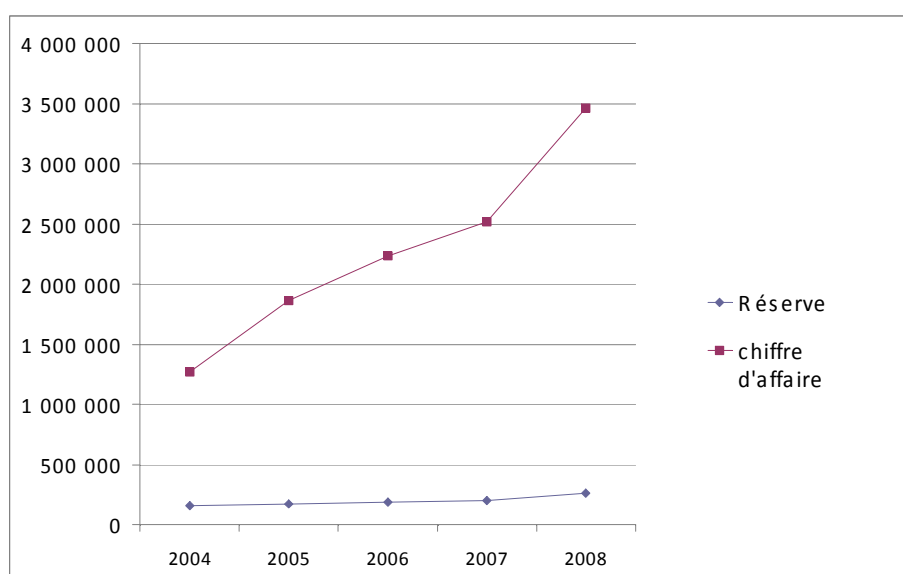
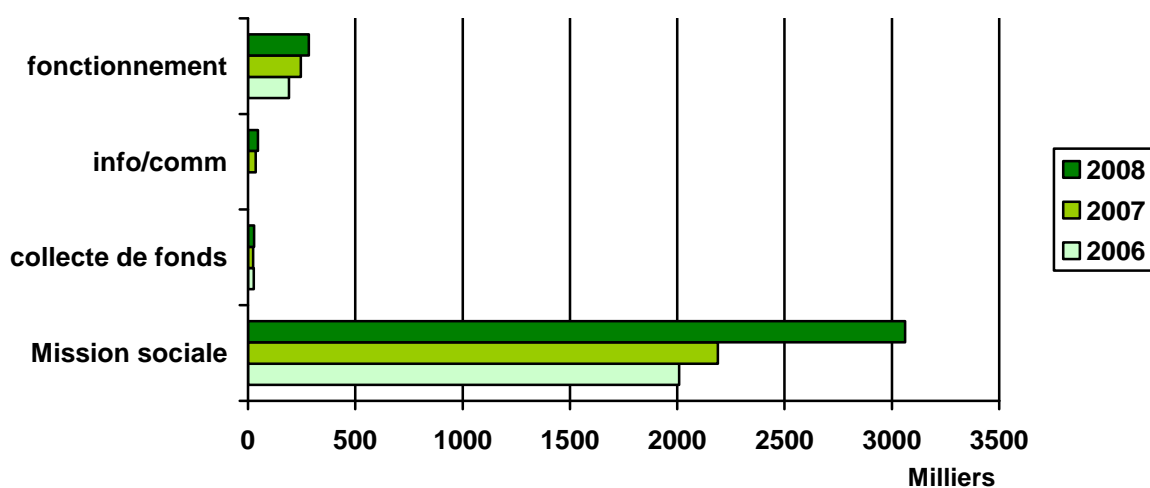
COMPTE FINANCIER	2008	2007	2006
charges	265	769	2 685
produits	25 322	11 962	2 299
RESULTAT FINANCIER	25 057	11 193	-386

RESULTAT D'ACTIVITE	2008	2007	2006
COMPTE EXCEPTIONNEL			
charges	415	2 439	2 564
produits	99		3 606
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-316	-2 439	1 042

	2008	2007	2006
RESULTAT CUMULE	43 831	26 063	10 994

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

	2008	%	2007	%	2006	%
Mission sociale	3 061 277	90%	2 189 287	88%	2 008 189	90%
France	479 859	14%	439 101	18%	282 403	13%
Pays en Développement	2 581 358	76%	1 750 186	70%	1 725 786	78%
Frais de siège	357 264	10%	304 501	12%	218 157	10%
Frais de collecte de fonds	28 210	1%	23 300	1%	26 661	1%
Frais de communication et d'information	45 640	1%	35 785	1%		
Frais de fonctionnement	283 415	8%	245 417	10%	191 496	9%
Frais de gestion	244 242		235 678		181 212	
Dotations aux amortissements	38 493		6 531		5 035	
Charges financières	265		769		2 685	
Charges exceptionnelles	415		2 439		2 564	
TOTAL EMPLOI RESSOURCES	3 418 481		2 493 788		2 226 346	

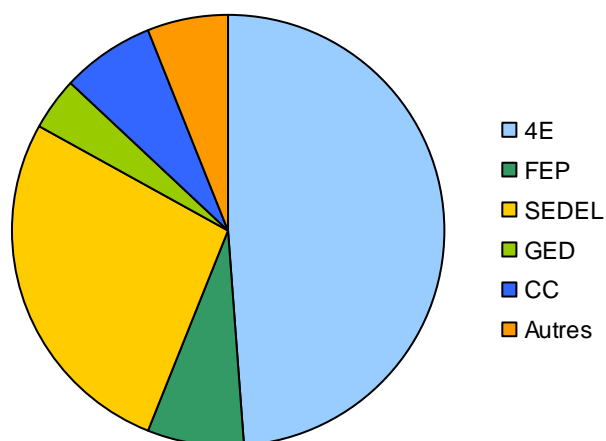


REPARTITION DES RESSOURCES PAR PAYS

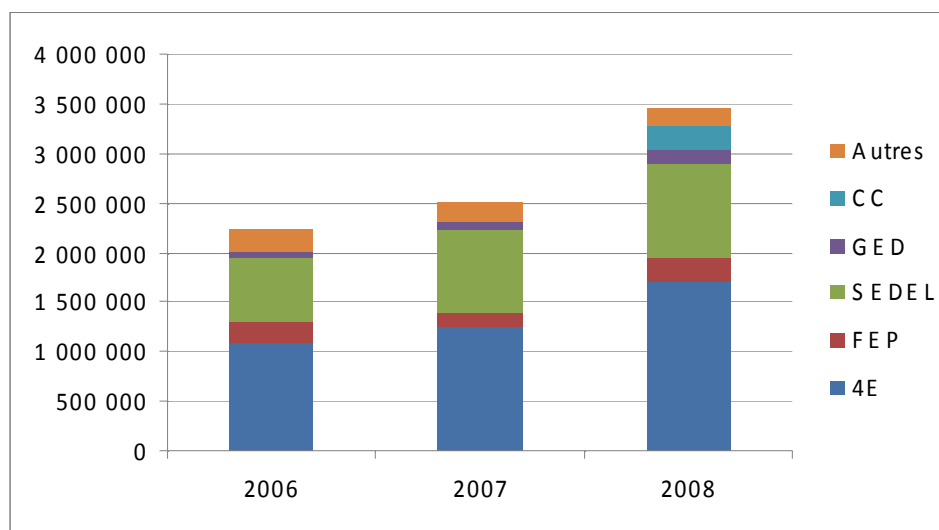
2008	MONTANTS (EUROS)	%
Cambodge	646 839	18,68%
Afghanistan	624 492	18,04%
France	611 131	17,65%
Bénin	517 607	14,95%
Inde	503 640	14,55%
Autres	225 165	6,50%
Mali	127 676	3,69%
Maroc	77 810	2,25%
Burkina Faso	62 403	1,80%
Niger	42 850	1,24%
Tadjikistan	12 600	0,36%
Tibet	10 100	0,29%
TOTAUX	3 462 313	100%

REPARTITION DES RESSOURCES PAR POLE D'ACTIVITE

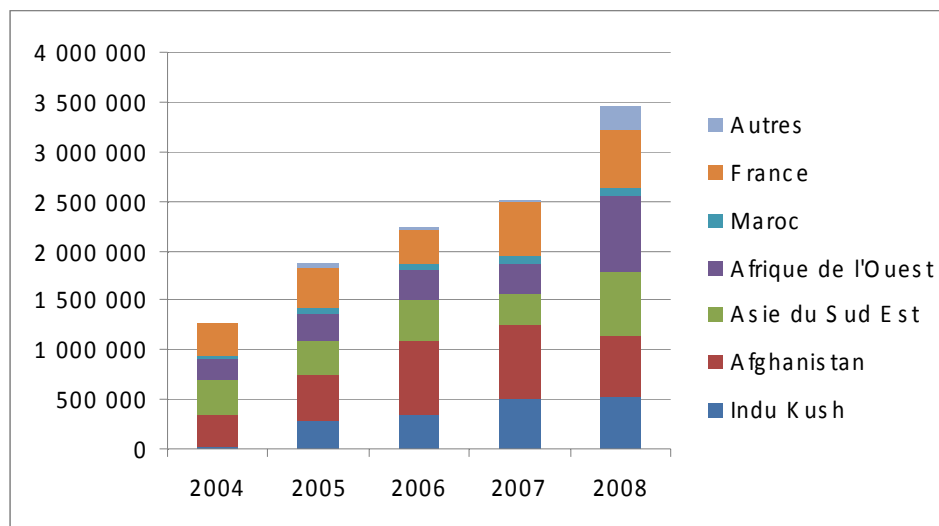
2008	MONTANTS (EUROS)	%
4E	1 708 081	49,33%
SEDEL	945 872	27,32%
FEP	245 732	7,10%
CC	242 800	7,01%
Autres	191 497	5,53%
GED	128 330	3,71%
TOTAL	3 462 313	100%



EVOLUTION PAR TYPE D'ACTIVITE



EVOLUTION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE



ORIGINE DES RESSOURCES

ORIGINE DES RESSOURCES	2008	%	2007	%	2006	%
Union Européenne	947 670	27%	773 107	31%	993 045	44%
AFD / FFEM	317 534	9%	232 200	9%	174 719	8%
MAEE	138 441	4%	147 357	6%	170 276	8%
ADEME Internationale	237 010	7%	107 787	4%	197 958	9%
Collectivités locales	350 942	10%	319 067	13%	258 595	12%
ADEME PACA	136 892	4%	170 469	7%	86 802	4%
Privés /Fondations / Grand Public	1 333 824	39%	769 866	31%	355 947	16%
TOTAL	3 462 312	100%	2 519 853	100%	2 237 342	100%

PERSPECTIVES 2009

2009, outre la poursuite des projets engagés, se caractérisera par 4 évolutions importantes :

- la mise en œuvre de projets construits autour de l'ambition du déploiement à large échelle de savoirs faire : projet de 1000 bâtiments solaires dans l'Himalaya Indien ; formation de 80 micro entrepreneurs en Afghanistan dans les techniques de la rénovation énergétique dans l'habitat ;
- la réalisation d'études permettant de poser les bases de programmes futurs à grande échelle : en Indonésie sur le thème de la biomasse énergie, en Afrique de l'ouest sur la substitution des pétroliers par des agro carburants en filières courtes ;
- la mise en place d'un mécanisme de soutien aux initiatives des ONG en Asie pour accéder a des financements de leur projet de développement permettant de réduire les émissions de CO₂ ;
- la poursuite du chantier de réorganisation interne afin de s'adapter à la croissance des activités de l'association.

Les activités qui seront menées dans les différents pays peuvent résumées ainsi :

EN FRANCE

Conseil information du grand public dans le domaine des économies d'énergie et les énergies renouvelables

Recherche développement sur la précarité énergétique

Animation de la filière petite hydroélectricité

Animation de la filière compostage

Conseil aux professionnels de l'agriculture en matière de maîtrise de l'énergie

Promotion du compostage individuel

AU MAROC

Etude des potentiels d'économie d'énergie dans les hammams

Gestion de territoires dégradés et biomasse énergie

Promotion de fours à pain à gaz performants

Introduction d'équipements domestiques à haute performance énergétique

AU BENIN

Programme PARIER Bénin : Productions Agro-alimentaires et Renforcement des Initiatives Economiques Rurales de la région Centre

Programme SETUP Bénin : Services Energétiques et Techniques à Usages Productifs

Développement des agrocarburants et promotion des filières de proximité

AU MALI

Etude pour le développement de services énergétiques dans la zone cotonnière de Koutiala

Développement des agrocarburants et promotion des filières de proximité

AU NIGER

Mécanisation de l'égrainage du mil au Niger : projet FEMMIL

AU BURKINA FASO

Préservation des ressources naturelles par l'appui au développement de la médecine traditionnelle : fin du programme PHAVA

AU CAMBODGE

Etude d'impact du programme de diffusion de foyers améliorés
Amélioration des procédés de fabrication artisanale du sucre de palme
Audits énergétiques dans le secteur tertiaire
Filières durables biomasse énergie
Valorisation énergie des déchets agricoles
Accompagnement des ONG sur le changement climatique
Sensibilisation aux impacts du changement climatique

EN INDONESIE

Etude de faisabilité de la diffusion de foyers améliorés

EN AFGHANISTAN

Diffusion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics
Lancement d'un programme de formation de micro entrepreneurs et appui à la diffusion de techniques d'efficacité énergétique dans l'habitat domestique

EN INDE

Séminaire d'échange d'expériences sur énergie et développement en régions froides
Poursuite du programme de diffusion de l'efficacité énergétique dans l'habitat

BUDGET PREVISIONNEL D'ACTIVITE 2009

	K€
4E (ECONOMIE D'ENERGIE ET EFFICACITE ENERGETIQUE)	2395
France	
Conseil énergie agriculture (AGIR)	40
Espace Information Énergie Marseille	180
Espace Information Énergie Pays d'Aubagne et de l'Étoile	80
Pays en développement	
Afghanistan : réalisation bâtiments publics et domestiques	450
Bénin: bois énergie	70
Cambodge : bois énergie	750
Chine / Tibet : habitat public	20
Inde : Habitat domestique	400
Indonésie : étude Bois-énergie	110
MDE logement social Europe	110
Maroc : logement social	10
Maroc : bois énergie	120
Maroc : étude hammam	40
Tadjikistan : habitat domestique	15

	K€
SEDEL (SERVICE ENERGETIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL)	815
Pays en développement	
Afghanistan : maraîchage sous serre et conservation	75
Bénin : services Énergétiques Ruraux	225
Bénin : valorisation des produits agricoles	95
Inde : activités génératrices de revenus	300
Mali : services énergétique	100
Niger : transformation produits agricoles	20

	K€
FEP (FILIERE ENERGIE PROPRE)	500
France	
Animation filière petite hydroélectricité	110
Pays en développement	
Mali, Bénin : agrocarburants	350
Mali, Cambodge, Bénin : plaidoyer agrocarburants	40

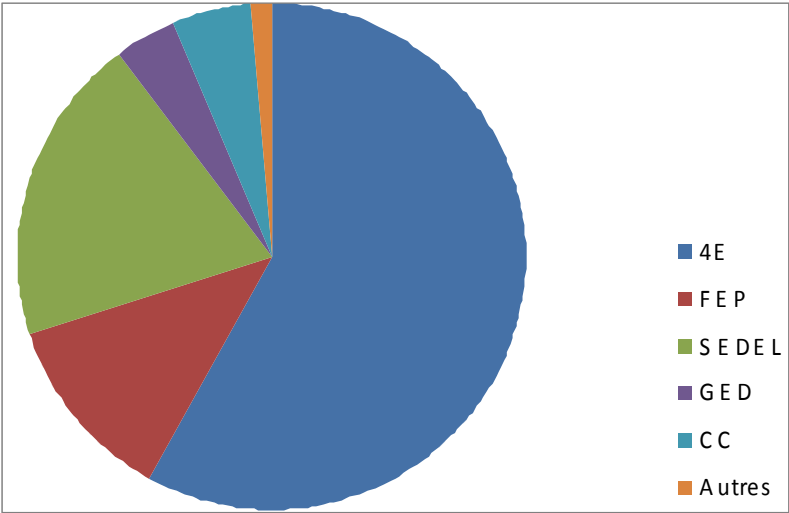
	K€
GED (GESTION DES DECHETS)	160
France	
Animation filière compostage	30
Programme compostage individuel BdR	60
Dossier pédagogique compostage	30
Étude compostage collèges 13	40

	K€
CC (CHANGEMENT CLIMATIQUE)	200
France	
CO ₂ Solidaire	35
Pays en développement	
Carbone Solidarité Asie	150
Guide climat Maghreb	15

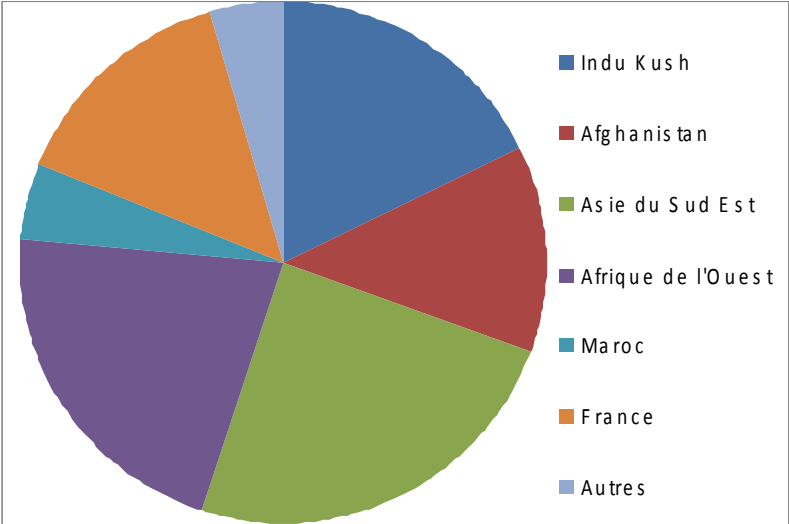
	K€
AUTRES	60
Pays en développement	
Afrique : dossier pédagogique énergie	30
Burkina Faso : pharmacopée	30

TOTAL PREVISIONNEL 2009	4115
--------------------------------	-------------

PREVISIONNEL 2009 PAR TYPE D'ACTIVITE



PREVISIONNEL 2009 PAR ZONE GEOGRAPHIQUE



INDEX DES PARTENAIRES

Accueil et Rencontres, 46
Action Contre la Faim (ACF), 12
AFRANE, 10
Agence Béninoise d'Électrification Rurale et de Maîtrise de l'Énergie (ABERME), 30, 31, 39
Agence de l'Eau – bassin Rhône Méditerranée Corse, 42
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), 11, 19, 25, 26, 28, 35, 39, 57
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, délégation régionale (ADEME PACA), 17, 18, 42, 45, 47, 48
Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL), 17
Agence Française de Développement (AFD), 12
Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Development), 36
Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER), 35, 39
Agence nationale afghane de protection de l'environnement (NEPA), 11
Allowanou Tognon, 7, 30, 31
Antennes Régionales des Semences Forestières (ARSF), 55
Association de Valorisation et d'Insertion pour l'Environnement, 17
Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP), 25, 26, 35
Association Rif pour le Développement local et durable (ARDB), 25, 26
Association Supporting Disability for Development (ASDD), 44
Atelier Méditerranéen de l'Environnement, 17
BAKHT, 24
Banque Asiatique de Développement, 10
Banque Mondiale, 10, 14, 15
Bio de Provence, 20
Bolivia Inti – Sud Soleil, 57
Bremen Oversea Development Agency (BORDA), 43
Bureau Central pour les Études d'Équipements d'Outre Mer (EGIS-BCEOM), 28
CARITAS, 10
Center for Study and Development in Agriculture (CCCEM), 53
Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement Economique et Social (CEBEDES), 30, 31, 39
Centre d'Études Economiques et Sociales d'Afrique de l'Ouest (CESAO Niger), 36
Centre de Développement de l'Artisanat Rural et du Machinisme Agricole (atelier CDARMA), 36
Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), 39, 57
Centre marocain de Développement des Énergies Renouvelables (CDER), 28
Centre National de l'Énergie Solaire et des Energies Renouvelables (CNESOLER), 39
Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Rhône, 47
Centre Régional de Promotion de l'Agriculture (CeRPA), 39
Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM PACA), 20
Citoyens de la Terre, 17
Comité Français de Solidarité Internationale (CFSI), 36
Commission européenne, 6, 12, 13, 14, 19, 22, 24, 28, 30, 31, 33, 34, 39, 43
Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, 18, 47
Communauté d'Agglomération Rouen Haute-Normandie, 45
Communauté du Pays d'Aix, 47
Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, 17

Conseil Général des Bouches-du-Rhône, 17, 18, 47
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, 17, 18, 20, 25, 26, 28, 42, 45, 48
Coopération américaine, 10
Coopération technique allemande pour le développement (GTZ), 11, 23
Coopération Technique belge, 36
Crédit Coopératif, 51
Croq'Jardin, 46
Direction de la Médecine et Pharmacopée Traditionnelle, 55
Direction Régionale de l'Environnement (DIREN PACA), 42
Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche (DRIRE PACA), 42
Directions Provinciales de Santé du Ministère burkinabé de la Santé, 55
Ecoréseau, 18
Ecosphere, 54
Ecotechnologie, 45
Ecuba, 19
Electricité de France (EDF), 35
Fondation Ensemble, 15, 22, 33, 34, 43
Fondation Lord Michelham of Hellingly, 13, 33, 34, 43
Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, 39, 57
Fondation Poweo, 30, 31, 39
Fondation Prince Albert II de Monaco, 39
Fondation Turquoise Mountain, 10
Fondation Veolia Environnement, 26
Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), 11, 27, 55
Gaz et Electricité de Grenoble (GEG), 22
Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables et l'Environnement (GERERE), 25, 26
Groupe de Recherche Scientifique et Technique sur les Energies Renouvelables (GRSTER), 39
Groupement d'établissements publics Aix-Marseille (GRETA), 18
Habitat et Développement, 17
Habitats Solidaires, 19
Ibn Sina, 10
Improved cookstove producers and distributors association of Cambodia (ICOPRODAC), 14
Initiative Développement, 57
Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de développement (IRAM), 39
Institut International de l'Eau et l'Environnement (2IE), 39
Intégration (Allemagne), 23
Jardilien, 46
Jardins de l'Espérance, 46, 48
Krajowa Agencja Poszanowania Energii (KAPE), 19
L'association des maires du Zou, 31
Ladakh and Health Organisation (LEHO), 22, 32, 34, 43, 54
Ladakh Ecological Development Group (LEDEG), 22, 32, 34, 43, 54
Legallais Bouchard, 22
Leh Nutrition Project (LNP), 22, 32, 34, 43, 54
Les Petits Débrouillards PACA, 17
Lycée Eiffel, 18
Macif, 51
Madera, 12, 13
Maison des Transports, 17

Maison Régionale de l'Eau (MRE), 41, 42
Ministère afghan de l'Éducation, 11
Ministère afghan de la Santé, 11
Ministère afghan de l'Énergie, 11
Ministère béninois de l'Énergie, 31
Ministère burkinabé de l'Agriculture, 55
Ministère burkinabé de la Santé, 55
Ministère burkinabé de l'Environnement et du Cadre de Vie., 55
Ministère cambodgien de l'Environnement, 53
Ministère cambodgien de l'Industrie, des Mines et de l'énergie (MIME), 53
Ministère chinois de l'Éducation, 23
Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE), 11, 31, 39, 45, 57
Ministère marocain de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, 26, 28
MISEREOR, 10
Mission Locale du Bassin de l'Huveaune, 18
Naturoscope, 48
NOVExpert, 55
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), 42
Office National des Forêts – International (ONFi), 57
Orgaterre, 45
Otto-von-Guericke-Universität, 19
Oxfam Grande Bretagne, 24
Parc Zoologique de Thoiry, 55
Pistes Sud, 48
Plan Cambodia (ONG Plan international), 53
Planet Finance, 30, 31
Planète Bois, 15, 24, 25, 26
Planète Sciences Méditerranée, 17, 48
Pour un Sourire d'Enfant (PSE), 44, 45
Programme de micro-financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF-FEM / PNUD), 26, 27
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 53
Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), 10
Réseau GRAINE PACA, 48
Severn Wye Energy Agency (SWEA), 19
Society for Knowledge and Responsibilities of Culture Health Education and Nature (SKARCHEN), 34, 43
Sommedtabe, 26
Spiti Trans Himalaya Action Group (STAG), 22, 32, 34, 43
SSD Yéelen Kura, 35, 39
Student and Cultural Movement of Ladakh (SECMOL), 22, 32, 54
Total - Développement durable et environnement, 39
Union Départementale des Bouches-du-Rhône pour la sauvegarde de la Vie, de la Nature et de l'environnement (UDVN), 17
Ville d'Arles, 47
Ville de Marseille, 17
Villes en Transition, 12

INDEX DES PAYS

Afghanistan, 7, 10, 11, 12
Bénin, 7, 30, 38
Burkina Faso, 7, 55
Cambodge, 6, 13, 14, 15, 40, 44, 52
France, 6, 8, 15, 16, 17, 20, 41, 45, 46, 47, 48, 53
Inde, 7, 21, 32, 33, 42, 54
Mali, 7, 33, 38
Maroc, 7, 24, 25, 27
Niger, 7, 35
Tadjikistan, 23
Tibet, 22

CREDITS PHOTOS

GERES, sauf

- couverture : **Tiphaine Breillot**
- pages 26 et 27 : **ECODEL**